

Le sommet de Malte, au-delà de la guerre froide

GILBERT GRAND

Le vent des réformes qui souffle sur l'Europe de l'Est balait à chaque jour un peu plus l'ordre politique issu de la Seconde Guerre mondiale — connu sous le nom de guerre froide — et ouvre, selon le président George Bush lui-même, la perspective « d'un monde nouveau, doté d'une Europe nouvelle, érigée sur les fondements de la démocratie ».

Le président américain rencontre donc Mikhail Gorbatchev ce week-end au large de Malte à l'un de ces moments uniques où l'on sent l'Histoire s'accélérer, où l'action d'hommes déterminés et visionnaires peut en modifier le cours pour les décennies à venir, où les hésitations aussi deviennent d'autant plus coûteuses.

Les deux participants semblent bien en avoir pris conscience. « Le temps coûte cher », répète avec insistance le numéro un soviétique. Et après avoir longtemps tenté de diminuer la portée de ce sommet, le présentant seulement comme une rencontre « informelle » destinée à faire connaissance, l'administration américaine a finalement convenu de son importance « historique », voire de son urgence — bouleversement à l'Est oblige.

À l'ordre du jour figureront nécessairement des problèmes complexes comme l'avenir de l'Europe ou les divisions Est-Ouest s'effaçant, avec comme corollaire le rôle de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, le désarmement des forces conventionnelles et stratégiques, l'aide aux réformes soviétiques, ainsi qu'aux démocraties est-européennes naissantes, ou encore l'apaisement des conflits régionaux en Asie, Afrique et Amérique latine.

De quoi alimenter chez les alliés, en dépit des nombreux démentis de Washington, les craintes d'un nouveau Yalta. Force est de constater cependant que, même s'ils voulaient placer la planète sous condominium, les deux supergrands n'en auraient pas les moyens.

Nouveaux acteurs

À la différence des Staline, Roosevelt et Churchill qui se rencontraient en 1945 en tant que vainqueurs pour se partager les dépouilles d'une guerre, Bush et Gorbatchev ne sont plus les seuls maîtres du jeu. Des phénomènes, comme l'endettement, la crise économique ou la tournure démocratique, limitent leur marge de manœuvre. De nouveaux acteurs, au poids économique ou politique de plus en plus déterminant, sont entrés en scène, comme la CEE et le Japon.

Dans ce contexte, Malte offre plutôt aux leaders américains et soviétiques une dernière occasion de calmer, pendant qu'ils le peuvent encore, une partie qui s'emballerait sur l'échiquier européen. Et pour une fois, certains de leurs intérêts coïncident.



Un nouveau Yalta? Force est de constater que, même s'ils voulaient placer la planète sous condominium, les deux supergrands n'en auraient pas les moyens. (Notre photo, Churchill, Roosevelt et Staline au sommet de Yalta en février 1945).

Tous les visiteurs étrangers sont revenus de Moscou ces dernières semaines avec le même constat alarmiste: la situation intérieure s'est tellement dégradée, particulièrement au niveau de l'approvisionnement, les résistances aux réformes de l'appareil bureaucratique et la démobilité de la population sont telles qu'il n'est pas sûr que Gorbatchev passe l'hiver.

Même s'il y a la part de dramatisation délibérée afin de faire bouger les Occidentaux, le fait est que le chef du Kremlin, plus populaire à l'étranger que chez lui, est un homme pressé de voir sa *perestroïka* enfin commencer à remplir les étalages des magasins. Ce qui fait dire à Andreï Graïchev, l'un de ses conseillers, que « le front, pour Gorbatchev, c'est chez lui; son arrière, c'est la politique extérieure », en autant que l'Europe retrouve sa stabilité.

Pour stopper le déclin économique du pays, il faut pouvoir mobiliser les sommes considérables consacrées jusqu'ici à la course et aux armements et à la survie du bloc de l'Est. Pour cela, il lui faut incontestablement l'aide ou la coopération de l'Ouest.

Le même sentiment d'urgence se trouve donc au cœur de la stratégie soviétique d'ouverture en Europe de l'Est, qui a nettement pris, dans le cas tchecoslovaque, les allures d'une course contre la montre avant Malte.

En laissant ses satellites choisir leur voie propre par une démocratisation et une libéralisation économique plus ou moins rapide — mais dans le respect des accords de sécurité —, Gorbatchev ne brade qu'en apparence son empire. En fait, il parvient à faire supporter progressivement par l'Europe de l'Ouest le fardeau des économies est-européennes en déroute. Il crée également les conditions favorables à un vrai désarmement Est-Ouest, particulièrement sur le théâtre européen. Ainsi dégraissée, l'URSS n'en deviendra-t-elle pas plus compétitive et menaçante, se demandent certains.

Le processus d'ouverture menaçant de dériver, comme l'illustre le débat sur la réunification allemande, Moscou a répété ces derniers jours avec une insistance grandissante les limites de sa tolérance: pas question de remettre en question les frontières de l'après-guerre entérinées à Helsinki.

Pour dépasser les églises Est-Ouest, l'Europe a besoin de « stabilité », estime Gorbatchev, qui se rapproche désormais aux deux alliances militaires — Pacte de Varsovie et OTAN — dont il réclamait il y a peu la dissolution. Mais pour une période indéterminée, il compte sur elles pour garantir une transi-

tion ordonnée vers une « maison commune européenne » encore floue.

Estimant avoir en quelque sorte « livré la marchandise », Gorbatchev s'attend maintenant à une réponse occidentale qui aille au-delà des slogans.

Non pas un nouveau plan Marshall, a précisé le ministre Leonid Abalkine, mais des relations commerciales normales, débarrassées de toutes restrictions stratégiques, comme celles imposées par le COCOM sur les technologies de pointe. L'URSS voudrait surtout bénéficier de la clause de la nation la plus favorisée pour son commerce, dont elle est privée par l'amendement Jackson-Vanik en raison des restrictions qu'elle met à l'émigration des Juifs.

Retard de Bush

Bush devrait sur ce point prêter à Gorbatchev une oreille plus que favorable, si l'on en juge ses dernières déclarations: « Qu'il n'y ait aucune ambiguïté: nous soutenons la *perestroïka*. » Et « au-delà de la politique d'engagement », au-delà de la guerre froide, il propose aux Soviétiques pas moins qu'un « nouveau partenariat ».

Que le président américain ait tant tardé à se « brancher », tient autant à sa prudence naturelle qu'aux luttes entre faucons et modérés au sein de son administration, ainsi qu'à un sentiment largement répandu à Washington selon lequel l'Europe communautaire est assez forte et riche pour s'occuper de ses voisins de l'Est en difficulté économique.

Mais, à moins de vouloir confirmer son déclin, une grande puissance ne peut rester sans dommages à l'écart du monde des plus importants bouleversements politiques du siècle. Le Congrès l'a compris en triplant l'aide proposée initialement par la Maison-Blanche à la Pologne et la Hongrie. Écoutant enfin son secrétaire d'Etat James Baker, Bush a rajusté son tir et proposé le sommet « informel » de Malte.

Et voici que la baisse des tensions sur le front européen, reconnue par le Pentagone lui-même, offre à Bush l'occasion de réduire substantiellement les dépenses militaires sans compromettre réellement la sécurité du pays ou celle des alliés, à supposer que cela se fasse dans le cadre d'un accord mutuel et vérifiable.

Le sommet de Malte donnera donc certainement une impulsion décisive aux négociations de Vienne sur les forces conventionnelles (CFE) et stratégiques (START). Les deux supergrands y ont immédiatement tout à gagner.

L'enclenchement d'un processus de désarmement en Europe forcera cependant à brève échéance une redéfinition de la nature du Pacte et de l'OTAN. De garantes d'un ordre basé sur l'équilibre de la terreur, ces alliances pourraient jouer un rôle de plus en plus politique et économique. Mais dans un paysage dominé sans doute par un géant: l'Europe communautaire, pour peu qu'elle ait réussi le virage du Marché unique et qu'elle ait par là fait même désamorcer la question de la réunification allemande.

Tout autant que Bush et Gorbatchev, les Douze sont au rendez-vous de l'Histoire. Sauront-ils relever le défi?

Margaret Thatcher s'isole même au sein de l'Europe

PHILIPPE CANTIN

La Presse à LONDRES

Depuis quel temps, le premier ministre britannique, Margaret Thatcher, a pris l'habitude d'utiliser le « nous » impérial dans ses déclarations publiques. « Facile à comprendre: elle se sent moins seule comme ça! », a récemment lancé le leader de l'Opposition, Neil Kinnock.

Le sarcasme du chef travailliste illustre une réalité: après dix années de pouvoir, Mme Thatcher se retrouve isolée au sein de l'Europe, n'entretient plus de relations privilégiées avec le président américain et fait face à une contestation dans son propre parti.

Il y a deux ans, un visiteur au Royaume-Uni avait peine à croire que les Britanniques étaient conscients de l'échéance de 1992, année à la fin de laquelle les 12 pays membres de la Communauté économique européenne (CEE) se souderont dans un grand marché unique: libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux. Presque les « États-Unis d'Europe ».

Dans les journaux, il fallait fouiller jusqu'au bout des pages économiques pour trouver de courts articles sur le sujet. En France, en Allemagne de l'Ouest et en Italie, l'approche était tout à fait différente: les leaders politiques criaient leur foi envers l'Europe pendant que les gens d'affaires fourbissaient leurs armes en vue des défis auxquels ils allaient bientôt être confrontés.

Aujourd'hui, si les Britanniques semblent rattraper le temps perdu, ce n'est certes pas à l'initiative de Mme Thatcher. L'intransigent premier ministre éprouve de sérieuses réserves face à l'intégration du marché européen. L'adoption d'une politique monétaire unique, la création d'une banque centrale et la mise en circulation d'une monnaie commune sont des idées qui ne le séduisent pas.

Les commentateurs londoniens s'interrogent: par son comportement souvent anticomunautaire, Mme Thatcher est-elle en train de réduire l'influence de la Grande-Bretagne dans les affaires de l'Europe? À l'heure où de

gurants bouleversements politiques secouent les pays de l'Est et où se joue l'avenir du continent européen, la question est d'une importance historique.

La tornade de réformes qui s'est élevée à Moscou et qui a balayé Varsovie, Budapest, Berlin-Est et Prague tourmente visiblement Mme Thatcher. La semaine dernière, au cours d'une visite-éclair aux États-Unis, elle a mis en garde le président Bush contre les dangers de réagir trop promptement aux développements survenus à l'Est.

Discours d'une autre époque: dans son dernier numéro, l'influent *Sunday Times* faisait re-



Margaret Thatcher

marquer: « Les Américains ne se demandent plus s'ils doivent aider Gorbatchev, ils discutent plutôt des façons de le faire; ils ne suggèrent plus de rapatrier au pays des soldats bases outre-atlantique, ils se demandent plutôt combien, s'il en est, doivent y rester. En bref, une forme de désengagement américain en Europe a déjà commencée et il n'y a rien que Mme Thatcher puisse y faire. »

L'accueil reçu par Mme Thatcher à Washington illustre d'ailleurs combien sa cote est à la baisse. Quand son avion s'est posé sur la piste, le soir du *thanksgiving*, seuls des fonctionnaires de second rang l'ont accueillie. M. Bush était déjà à sa résidence de Camp David et savourait la dinde traditionnelle. C'est là que, le lendemain, il a reçu la Dame de fer.

Au temps où Ronald Reagan était président, elle avait droit aux plus grands honneurs lorsqu'elle débarquait aux États-Unis.

Les deux leaders partageaient la même philosophie. Quand M. Reagan comparait l'Union soviétique à « l'empire du diable », Mme Thatcher était la première à se lever pour applaudir.

Avec l'administration Bush, les choses se déroulent autrement. Le président américain éprouve une grande admiration pour le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl. Les deux hommes, dit-on, discutent régulièrement au téléphone pour réguler les plus récents rebondissements de l'actualité géo-politique.

Au sein du Parti conservateur, Mme Thatcher ne fait plus l'unanimité. Le 5 décembre prochain, un obscur député, Sir Anthony Meyer, se présentera contre elle lors d'un vote sur le leadership. Bien sûr, il n'a aucune chance de la battre. Mais son geste prend figure de symbole.

Mme Thatcher semble d'ailleurs ébranlée par la tournure des événements. La semaine dernière, elle a même surpris ses supporters en affirmant qu'elle ne serait jamais un premier ministre figuratif et sans véritable pouvoir. Pourtant, personne n'avait avancé l'hypothèse.

Les Travaillistes, sentant pour la première fois depuis des lunes l'odeur du pouvoir, tombent à bras raccourcis sur Mme Thatcher. Ils l'ont même accusée d'être la Nicolae Ceausescu de l'Ouest. « Elle est aussi éloignée des développements au sein de notre alliance que le dictateur roumain de ceux qui surviennent dans la sienne », a déclaré Gerald Kaufman, critique travailliste des affaires étrangères.

Un sondage effectué la semaine dernière semble lui donner raison: si des élections avaient eu lieu en Grande-Bretagne, les Travaillistes auraient recolté 51 p. cent des votes et les Conservateurs, 37 p. cent. De quoi inquiéter sérieusement Mme Thatcher.



La Pologne tente de prendre le train européen

AGNES GRUDA

Envoyée spéciale

La Presse à VARSOVIE

Il y a deux semaines, les Varsoviens ont assisté à une troublante exécution publique: la statue de Feliks Dzierzynski, ancien chef de la Tcheka (ancêtre du KGB) a été littéralement décapitée, sous les yeux d'une foule ravie de régler ses comptes avec le passé.

La statue à la mémoire de celui que les Polonais avaient affublé du sympathique surnom « Felek le sanguinaire » donnait son nom à une place au centre de la ville. Le jour même où « l'homme de bronze » a été envoyé à la casse, la Place Dzierzynski a retrouvé son nom d'antan: Place Bancaire.

Cinq mois après les élections qui ont mis un terme à plus de 40 ans de pouvoir rouge en Pologne, le pays fait ainsi tomber un à un tous les symboles du communisme. On envisage même d'amputer l'appellation officielle du pays — République populaire de Pologne — du qualificatif « populaire ».

Des voix malicieuses suggèrent de conserver les reliques d'un régime qui paraît aujourd'hui définitivement revêtu dans un musée que l'on pourrait appeler « stalinland »... une sorte de *Disneyland* du stalinisme. Car dans ce pays qui a donné le signal de départ des réformes qui font trembler fautes et marteaux presque partout en Europe de l'Est, plus personne ne craint que dans un retour de balancier, un nouveau pouvoir communiste ne vienne ériger de nouvelles statues, du moins pas dans un avenir imaginable.

« Le retour au capitalisme fait consensus en Pologne », constate

Seweryn Blumsztajn, membre de la rédaction du quotidien *Gazeta Wyborcza* (Journal des élections) fondé par d'éminents militants de Solidarité au cours de la campagne électorale du printemps dernier.

« Les *apparatchiks* du régime se sont remplis les poches depuis dix ans, ils ont du capital et ne résistent plus autant au changement qu'ils le faisaient en 1980 », note pour sa part Marek, psychologue. « Ils n'ont rien contre le capitalisme, dans la mesure où ce sont eux qui seront les capitalistes. »

Ce qui ne signifie pas pour autant que le gouvernement de Tadeusz Mazowiecki soit assis sur



Lech Walesa

des bases bien solides. Car la Pologne se trouve dans une situation économique catastrophique, et tous se demandent jusqu'où ira la patience des Polonais avant une nouvelle explosion sociale.

« Si la même crise économique avait eu lieu il y a un an, le pays entier serait en feu », commente un autre journaliste de *Gazeta Wyborcza*, Jan Bazył Lipszyc, responsable de la section économique de ce quotidien, qui est actuellement le plus lu en Pologne.

« Les gens disent qu'ils n'en peuvent plus. Mais le gouvernement Mazowiecki a jusqu'à maintenant réussi là où les autres ont échoué: garder la confiance de la population et préserver la paix sociale », affirme M. Lipszyc.

Performance remarquable compte tenu ne serait-ce que de l'inflation galopante, qui constitue pour le moment le seul résultat tangible du programme visant

à soumettre l'économie polonaise aux lois du marché.

Selon les statistiques officielles, en septembre dernier, les prix ont grimpé de 34 p. cent et les salaires n'ont pas bougé. En octobre, l'inflation s'est accélérée pour atteindre 54 p. cent, tandis que les salaires n'ont été « rajustés » que de 22 p. cent. Conséquence: le pouvoir d'achat des Polonais est en chute libre.

Quand on sait que les révoltes successives des dernières décennies ont presque toutes eu pour déclencheur une brusque hausse des prix, on mesure l'importance de la confiance dont jouit encore le gouvernement de Solidarité.

Mais l'équilibre est fragile et risque à tout moment d'être rompu. Récemment, la menace d'une grève a plané sur les usines de textile de Lodz, au sud de Varsovie. Le gouvernement a vite dépêché le ministre du Travail, Jacek Kuron, ex-dissident réputé qui fut parmi les fondateurs de *Solidarność* et qui a réussi à refermer la marmite.

Si le premier ministre Mazowiecki est assis sur le volcan assoupi, plusieurs craignent qu'une faction de l'ancienne *nomenklatura*, réfugiée au sein des syndicats communistes, ne vienne attiser la flamme, dans un espoir de provoquer une chute de gouvernement.

« Le parti, on ne le voit plus, ni dans la presse, ni à la télé, mais c'est encore lui qui tient tous les fils », explique Seweryn Blumsztajn. Selon lui, dans toutes les régions de la Pologne, on assiste à une sorte de « vente de feu » des biens de l'Etat, par laquelle les « magnats rouges » locaux veulent assoir leurs racines dans le nouveau système économique.

De retour d'un exil forcé de huit ans en France, M. Blumsztajn affirme que pour un « homo politicus » comme lui, la vie dans la Pologne post-communiste est fascinante. Mais, prévient-il, si les résultats des réformes économiques tardent à venir, « ça va sauter, ce sera terrible. »

Tout paraît possible. Mais pour le moment, il y a encore l'espoir d'éviter la crise sociale.

Jan Bazył Lipszyc résume cet espoir ainsi: « Nous avons pris le train pour l'Europe. Nos conditions de voyage se sont détériorées. Nous roulons maintenant en quatrième classe et il nous arrive de manquer de carburant. Mais il reste encore une chance d'arriver à destination... »

NPD: un chef ordinaire mais un parti nécessaire

Un des trois grands partis fédéraux élit ce soir son nouveau chef — qui sera peut-être une femme. Le congrès au leadership du Nouveau parti démocratique ne dérange pas beaucoup de monde au Québec, sauf les 182 délégués déjà rendus à Winnipeg, quelques idéologues irréductibles, quelques sociaux-démocrates de principe.



Même si, depuis 25 ans, surtout avec le regrettable Robert Cliche en 1965 et 1968, le NPD a tout fait pour amadouer «les prolétaires et les classes populaires», selon l'expression des intellectuels, il n'a jamais réussi à faire élire un seul député québécois. Aux dernières élections fédérales, le Nouveau parti démocratique a obtenu moins de 5 p. cent des votes dans la Belle Province.

Le NPD-Québec est à moitié mort. L'aile québécoise et le parti fédéral se déchirent fréquemment sur l'option nationale. Tous les candidats à la direction se prononcent en bout de ligne contre l'entente du lac Meech tout en se disant hypocritement d'accord avec le Québec comme société distincte. Ed Broadbent n'a pu faire mieux que ses illustres prédécesseurs pour faire du NPD un parti vraiment national.

Qui sera élu(e) ce soir? Peu importe. Ce sera nécessairement un leader régional et non un chef national. Ce sera un élu de

transition qui n'est même pas certain de se rendre aux prochaines élections générales de 1992. Il y a Audrey McLaughlin, députée du Yukon depuis six ans et militante depuis 20 ans, qui sera peut-être choisie parce qu'elle est une femme. Il y a Dave Barrett, redevenu député en 1988 et ancien premier ministre de la Colombie-Britannique, qui se présente comme un «mange-Québécois» à la John Diefenbaker. Il y a cinq autres candidats: pouvez-vous en nommer un? Comparativement aux grands Tommy Douglas, Stephen Lewis et, dans une moindre mesure, Ed Broadbent, aucun des candidats actuels n'a de l'envergure. Les Bob Rae, Lorne Nystrom et Bob White sont absents de la lutte. La civilité demande toutefois d'offrir à l'élu(e) les meilleurs vœux de circonstance.

Pourtant, la présence du Nouveau parti démocratique est nécessaire, même essentielle, dans un pays comme le nôtre.

Alors que le Parti libéral fédéral et le Parti progressiste-conservateur sont du pareil au même, à quelques nuances près et sauf pour leurs objectifs purement électoraux, le NPD est le seul parti différent, avec une option social-démocrate déclarée, dont les bases d'appuis sont composées des travailleurs et des forces syndicales, théoriquement et philosophiquement à tout le moins.

Le Nouveau parti démocratique joue un rôle important dans

une société démocratique comme le Canada: il est la conscience du Parlement, le porte-parole des sans voix, le porte-étendard des causes qui seraient autrement défendues par un nombre plus important encore de groupuscules qui se lèvent pour tout et pour rien. Le NPD est un parti différent, le seul de centre-gauche pour employer le vocabulaire européen.

Ironiquement, le choix du nouveau leader du NPD aura une influence directe sur le choix d'un nouveau chef que feront, sept mois plus tard, les libéraux fédéraux.

Face à un Brian Mulroney qui en est à son deuxième mandat et qui est plus impopulaire que jamais dans les sondages, face à un Nouveau parti démocratique qui s'isole dans l'Ouest et que l'élection du jour ne laisse rien présager de miraculeux, le Parti libéral fédéral a tout l'espace voulu pour redevenir un parti de pouvoir. Mais, pour y parvenir, il doit à son tour se choisir un chef d'envergure nationale, avec des idées et du charisme, qui pensera aux défis de la dernière décennie du 20e siècle et non qui nous ramènera à un quart de siècle passé.

Trouver la formule gagnante en réussissant à conjuguer nationalisme canadien et nationalisme québécois, voilà le défi des grands partis fédéraux. Le NPD s'élimine presque de lui-même en s'opposant à l'accord du lac Meech.

Claude MASSON

Le «cas particulier» Gagnon-Tremblay

Personne n'aurait pu imaginer que les tribulations de la loi 146 — celle qui instaure la notion de patrimoine familial dans le couple — aboutiraient à une conclusion aussi lamentable.

On a découvert cette semaine que Mme Monique Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine avant les élections, qui a défendu la loi 146 avec une intolérance brutale, a décidé de se soustraire à sa propre loi!

Si on replonge dans le débat de cet été, on se souviendra que la loi 146 fait en sorte que les biens des époux constituent un patrimoine familial qu'ils se partagent également en cas de divorce. Cette loi a pour but de protéger les très nombreuses femmes qui se retrouvent démunies en cas d'échec du mariage. Objectif louable que tous ont approuvé.

Le défaut de la loi de Mme Gagnon-Tremblay, c'est qu'il y a de très nombreux cas particuliers, par exemple, des deuxièmes mariages, des mariages entre deux personnes qui travaillent, ou la loi 146, au lieu d'aider les femmes, leur nuit sérieusement. Si ces femmes étaient mariées au moment de l'adoption de la loi, le pire est évité, car elles disposent d'un délai pour passer devant le notaire avec leur mari pour se soustraire à la loi, comme la ministre l'a fait elle-même avec son mari, M. Jacques Tremblay.

Le hic, c'est que les nouveaux mariés n'auront pas le choix: la loi 146 s'appliquera, qu'ils soient d'accord ou non.

Et c'est cet aspect de la loi que de nombreux critiques, dont *La Presse*, ont dénoncé, demandant un amendement pour permettre également aux nouveaux mariés qui le souhaitent de se désengager de la loi. Mme Gagnon-Tremblay a dénoncé ces suggestions avec une agressivité primaire, a insulté ceux qui s'opposaient à son projet.

Et que fait-elle maintenant? Elle se désengage de la loi 146, comme elle en a le droit. Pourquoi? Elle ne veut pas le dire, se contente de répondre qu'il s'agit d'un cas particulier. Et que feront les autres «cas particuliers» qui surviendront au fil des ans? Rien: la loi de Mme Gagnon-Tremblay leur interdit.

Il y a quelque chose qui cloche. On appelle cela deux poids, deux mesures. Pourquoi ce qui est bon pour la ministre ne le serait pas pour d'autres femmes? Mme Gagnon-Tremblay a trouvé «indélicat» le fait que l'on étale son cas personnel sur la place publique. L'indélicatesse — et le mot n'est pas fort — c'est qu'une politicienne impose à des milliers de couples des règles auxquelles elle-même se soustrait.

La loi de Mme Gagnon-Tremblay était mal ficelée, inéquitable et déséquilibrée. Avec sa gaffe, elle vient de le confirmer elle-même avec éclat. Et si la ministre n'est ni incohérente, ni intellectuellement malhonnête, elle n'a qu'une chose à faire: proposer elle-même un amendement à sa propre loi pour permettre à d'autres femmes de faire ce qu'elle a choisi de faire. C'est un cas de délicatesse élémentaire.

Alain DUBUC

Francophonie rentable

Le choix du prochain secrétaire général de la Francophonie, la semaine prochaine à Ottawa, est déterminant pour le rôle que le Canada, et surtout le Québec, seront appelés à y jouer.

La Francophonie est un concept un peu flou. En font partie 28 pays et 15 régions où le français dispose d'un statut de langue officielle ou co-officielle et cinq autres qui lui accordent un statut de langue administrative. Mais ces chiffres sont trompeurs. Si la population totale de ces territoires est d'environ 400 millions d'habitants, seulement 65 millions de citoyens considèrent le français comme leur langue maternelle, 53 autres comme langue seconde et 20 millions comme langue d'appoint.

Au début, la Francophonie se donnait surtout un rôle culturel, mais depuis quelques années, l'économie est devenue la clé. Pour les pays africains, par exemple, le français n'est qu'un moyen de communication entre eux et le monde occidental. Sauf pour les Léopold Senghor, qui ne sont pas légion, la culture française ne veut rien dire, si ce n'est rappeler un passé colonialiste que plusieurs désirent oublier.

Cependant, si le français permet d'accéder à la prospérité et à la technologie en vue d'un meilleur équilibre économique, alors là, la Francophonie acquiert un sens. Et c'est ici qu'intervient le Québec. Pour les Canadiens capables de s'exprimer en français, la Francophonie est l'occasion de développer de nouveaux marchés en misant sur deux tableaux: les Québécois sont francophones, mais ne sont pas des Français; ce sont des Nord-Américains, mais indépendants des États-Unis d'Amérique. Bref, ils ne sont identifiés ni aux colonialistes politiques, ni aux colonialistes économiques.

C'est dans ce contexte que le Canada et le Québec ont décidé de mousser la candidature de Jean-Louis Roy, l'ancien délégué général du Québec à Paris et ex-directeur du *Devoir*.

Que M. Roy soit élu ou non, toutefois, la Francophonie, comme l'ont noté cette semaine des médias européens, a besoin d'une sérieuse perestroïka. En effet, jusqu'ici, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), nom officiel du secrétariat général de la Francophonie, traîne une mauvaise réputation de gestion dispendieuse aux résultats pas toujours probants.

Le Canada et le Québec rêvent de changer cela. Dans l'esprit de Brian Mulroney et Robert Bourassa, «Francophonie» doit devenir synonyme de «commerce international en français». D'où l'importance accordée à la candidature de Jean-Louis Roy.

Pierre VENNAT



L'environnement doit prévaloir sur la sacro-sainte souveraineté étatique

MARCEL ADAM

En évoquant le défi que pose la souveraineté étatique dans l'application de politiques correctives d'une portée conforme à la dimension transnationale du problème environnemental, je ne sous-entends pas que tout ce qui se fait actuellement contre ce fléau est futile et qu'il vaudrait mieux entreprendre un croisade pour l'instauration d'un gouvernement mondial capable d'imposer partout les remèdes qui s'imposent.



Je ne prêche pas l'utopie; je plaide pour qu'on ne se comporte comme s'il n'y avait pas un aspect capital du problème qui, si on ne le surmonte pas, empêchera de relever à temps et avec succès le formidable défi qui se pose à l'humanité dans un laps de temps relativement court.

Il faut continuer à alerter l'opinion publique, à dénoncer les pollueurs, à exiger des gouvernements qu'ils assument pleinement leur responsabilité à cet égard. Mais il faut aussi prendre conscience de la limite de cette action et sensibiliser les populations à la nécessité de renoncer éventuellement à une partie de la souveraineté nationale au nom du salut de la planète. Afin que leurs gouvernements acceptent ou réclament une règle de conduite écologique coercitive et de portée internationale.

Dans cette entreprise il faut remettre en question non seulement tout ce qui, dans les habitudes personnelles et les comportements sociaux a conduit à cet état de choses, mais aussi tout ce qui est de nature à faire obstacle à son renversement par des mesures internationales appropriées. Comme par exemple l'uniformisation des normes environnementales, qui s'impose de toute urgence dans les domaines qui sont les principales causes de la perforation de la couche d'ozone et de l'effet de serre.

Dans un congrès de juristes portant sur l'environnement, tenu à Québec il y a deux ans, Me Nicole Duplé avait justement dit à ce propos que l'environnement, parce qu'il est indivisible, enlève toute pertinence aux frontières des États souverains. Il en découle que la préservation de sa qualité nécessite la coopération internationale.

Parce qu'il ne faut pas compter sur la classe politique pour prendre les devants à ce chapitre, il faut entreprendre de sensibiliser les gens à l'idée que la souveraineté n'est pas un dogme, que cette notion n'est pas de la nature d'une vérité révélée, qu'elle peut et doit être remise en question si on veut agir efficacement pour restaurer notre milieu naturel.

Il est impérieux de les amener à réaliser que les remèdes appliqués à l'échelle nationale, aussi adéquats fussent-ils, sont de nos jours insuffisants, du moins en ce qui concerne la pollution de l'air et de l'eau. Pour qu'ils fassent en sorte que leurs gouvernements n'invoquent pas le prétexte de la souveraineté nationale pour se dérober à leur devoir de co-

opérer à l'instauration de règles de conduite transnationales en matière écologique.

Mais il faut commencer par le commencement et ne pas prendre les bouchées trop grosses. Il est illusoire d'envisager des actions promptes et efficaces à l'échelle globale si on ne commence pas à le faire à une échelle plus réduite, par exemple entre pays d'une région ou entre membres d'une fédération ou d'un ensemble de pays voisins réunis dans une association économique — comme c'est le cas de la Communauté économique européenne qui essaie justement d'unifier ses règles environnementales.

Ne serait-il pas désirable que les pays d'Amérique du Nord agissent dans ce domaine d'une manière concertée et uniforme, appliquant tous la même politique environnementale avec la même rigueur? Mais il faudrait pour cela que chacun sacrifie une part de sa souveraineté au profit d'un organisme supranational chargé de veiller à son application et à sanctionner les délinquants. Ce qui est impensable aujourd'hui pourrait bien devenir sérieusement envisageable avant longtemps.

Cette éventualité est d'autant plus difficile à concevoir qu'à l'intérieur même de la fédération canadienne — c'est sans doute la même chose aux États-Unis et dans d'autres pays fédéraux — les provinces sont elles-mêmes fort jalouses de leur part de souveraineté en matière d'environnement.

(Les deux ordres de gouvernement tiennent à leur juridiction mais, curieusement, aucun n'est envieux de celle de l'autre et n'ambitionne de

l'éroder, comme cela se voit dans tant d'autres domaines. En vérité nos gouvernements sont si embarrassés par leur responsabilité en matière écologique qu'il n'entre pas dans leurs priorités de chercher à étendre leur juridiction en ce domaine.)

Lors du congrès mentionné plus haut, un représentant du ministère de l'Environnement du Québec avait traité de la question de l'harmonisation des politiques et des normes fédérales et provinciales. Son exposé confirme mon propos.

Plusieurs ententes ont été conclues avec le gouvernement fédéral en vue d'assurer une meilleure connaissance de l'évolution de l'environnement, dit-il, mais aucun accord-cadre sur des normes nationales destinées à le protéger ne l'a été. Pourquoi? Vous l'avez deviné: parce que pour le Québec il s'agit d'une responsabilité provinciale exclusive.

C'est pourquoi le gouvernement préfère participer à des ententes multilatérales fédérales-provinciales que conclure des accords bilatéraux avec Ottawa. Cette formule permet de mieux prendre en compte — et je cite — «la spécificité du Québec et les particularismes écologiques et institutionnels propres à la situation québécoise».

Oui monsieur: la société distincte avant l'environnement! Cette mentalité n'est pas propre au Québec mais à tous les États partiellement ou entièrement souverains. Mais c'est elle qui empêchera l'humanité de résoudre convenablement le problème de l'environnement si elle continue à prévaloir.

Opinions

Vive l'Est libre! Et voici l'ère du tchador

JACQUES DUFRESNE
collaboration spéciale

Mon travail m'oblige à séjourner quelques semaines en Europe. Douce obligation qui me rapproche du coeur de l'événement le plus important de la décennie qui s'achève: la fin du communisme.

À mon arrivée à Paris, c'est toutefois un événement artistique qui a retenu mon attention: le lancement à l'Imprimerie nationale, d'un livre d'art d'une qualité exceptionnelle: *Les Sols de Saint-Marc de Venise*, par l'architecte André Bruyère.

Ce livre, il faut le voir, et le toucher... avec des gants blancs. On le montrera bientôt à l'émission *Apostrophes*. J'en dirai tout de même un mot, car il évoque une Europe profonde qui est intimement liée à celle qui se réveille à l'Est.

Les sols de la basilique Saint-Marc sont des vitraux sur lesquels on marche. Non! Autre chose et mieux encore peut-être: une mosaïque, qui nous rappelle que ce mot est dérivé de muse; une grande allégorie de marbre coloré qui, dans un rythme joyeux, évoque à la fois l'unité et la variété de la vie; motifs tous semblables et tous différents, portant la marque de la main humaine qui les a taillés.

Si l'art abstrait a un rapport avec la vie, s'il a un sens, ce ne peut être que celui qui lui a été assigné ici, aux confins de l'Orient et de l'Occident. André Bruyère commente ainsi les photos reproduites dans son livre: «C'est le chant des matières sur

l'échiquier du rythme... Lorsqu'elle est un fait de sensibilité, l'abstraction restitue l'univers... Les abstractions incitent à ressentir les organisations primordiales de nos éléments. La connivence au rythme est alors image vivante.»

Certaines sections des sols étaient cachées depuis des siècles. André Bruyère et sa femme, qui ont pourtant passé l'âge des prouesses physiques, ont obtenu qu'on déplace des meubles de la basilique et, armés de brosses à dents, ils ont rendu au jour de purs chefs-d'oeuvre qu'on foulait aux pieds.

Il est difficile d'imaginer des gestes ayant un plus grand pouvoir d'évocation.

André Bruyère et sa femme ne sont ni protestants ni catholiques. Ils n'en sont pas moins capables d'une grande passion pour une beauté et une liberté d'inspiration religieuse. Car Venise, avant la France de 1789, fut le berceau des libertés en Europe.

Nous voici ramenés aux grands événements d'Europe de l'Est. On connaît bien le rôle de l'Église catholique dans la libération de la Pologne. Le choix d'un pape polonais apparaît même prophétique rétrospectivement. En Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie, les églises protestantes ont joué un rôle semblable.

Pendant qu'une partie de l'Europe célèbre avec la France le bicentenaire de libertés acquises contre les religions, l'autre partie s'appuie donc sur les religions pour se libérer de ses libérateurs. Paradoxe d'autant plus frappant que, selon l'interprétation hier encore officielle de la Révolution française, cette dernière n'aurait été qu'une étape sur le chemin

conduisant à la Révolution russe de 1917.

Sous-question: dans l'intelligentsia occidentale, par quoi sera rempli le vide laissé par la fin du débat sur le communisme?

Des questions que l'on croyait enterrées depuis des siècles resurgiront sans doute. La menace de l'Islam par exemple. Autre paradoxe, la fin de l'année du bicentenaire en France aura été surtout marquée par l'affaire du tchador. Doit-on autoriser le port du tchador dans les écoles publiques et laïques de la république? Oui répond le ministre de l'Éducation. Le Conseil d'État, l'équivalent de notre Cour suprême pour les questions de ce genre, vient de lui donner raison en précisant toutefois que le prosélytisme demeure interdit.

Ce débat aura eu un impact énorme sur l'opinion publique: 57 p. cent des Français, contre 20 p. cent en 1985, estiment aujourd'hui que la religion rend difficile la cohabitation avec les immigrés. (Il faut noter que la plupart des immigrés en France sont musulmans.) Et l'extrême-droite a éliminé la gauche socialiste, pourtant au pouvoir, au premier tour



des deux élections partielles tenues récemment.

Le port du tchador est-il un acte libre ou au contraire un signe de servilité? La France est profondément divisée sur cette question qui sert de révélateur à des inquiétudes portant sur l'identité nationale et la conception qu'on doit se faire désormais de la laïcité. La position du gouvernement et celle du Conseil d'État sont aux antipodes de celle de la majorité des citoyens.

Cette situation confuse donne lieu à d'étonnants réalignements. Dans le *Nouvel Observateur*, par exemple, Jacques Julliard, l'un des porte-parole de la laïcité officielle, élargit les frontières de son groupe idéologique au point d'y faire entrer Pascal: «Aujourd'hui devant certains comportements, je comprends mieux pourquoi je me sens indissolublement fils et héritier de Voltaire et de Pascal. Les *Pensées*, livre d'apologétique chrétienne, s'adresse à un individu rationnel, dans une société libre quasi laïque. C'est quelque chose, cela.»

En réponse aux Américains, qui dénoncent l'intolérance des Français avec une ironie amusée, le même Jacques Julliard invoque «la sagesse d'un vieux peuple qui connut au XVI^e siècle les guerres de religion et qui est bien décidé à ne pas recommencer».

La rationalité, fût-ce pascalienne, pourra-t-elle, à elle seule, servir de rempart contre l'Islam du tchador ou toute autre religion qu'on jugera obscurantiste? Ce sera sûrement l'un des plus grands débats des prochaines décennies. En attendant à la FNAC, la plus grande librairie au pays de Pascal et de Voltaire, il faut traverser le rayon de l'esotérisme pour atteindre celui de la philosophie et des sciences.



Lysiane Gagnon

Dialogue de sourds

WINNIPEG

Judi après-midi, lors de la période de questions aux candidats au leadership, une déléguée francophone a posé la seule question en français qui allait être entendue durant ces deux heures de débat: «Est-il important de réduire le déficit?»

Mais dans ce parti qui, après un flirt intense mais sans suite avec le Québec, est redevenu le plus anglophone des partis fédéraux, cette courte question que la déléguée avait pourtant pris soin de prononcer très clairement, en détachant bien les syllabes, allait tomber à plat. Il y a si peu d'interventions en français, dans les congrès du NPD, que la plupart des délégués ne prennent pas la peine de se munir d'un écouteur pour bénéficier du coûteux système de traduction simultanée mis à la disposition des congressistes.

«Should I translate my question?», a dit la déléguée pour rompre le silence. Des applaudissements polis, ou perçait peut-être quelque embarras, lui ont répondu.

De la même façon, peu de gens, dans la salle du congrès, auront compris l'intervention de Louise O'Neil, ex-candidate dans Outremont et membre de l'exécutif fédéral, qui a tenu à s'exprimer, sur la question constitutionnelle, uniquement en français bien qu'elle soit traductrice de métier et donc parfaitement bilingue.

Peu de congressistes auront donc perçu l'émotion qui passait dans sa voix quand elle essayait de leur faire comprendre que cet accord correspond aux «demandes minimales» du Québec, et qu'il ne sert à rien de s'entre-déchirer à ce sujet puisque de toute façon, «ce n'est pas le NPD qui dénouera l'impasse, et les premiers ministres ne tiendront pas compte de nos suggestions».

Mais ce dialogue de sourds ne tenait pas qu'à la langue. C'est en anglais que Phil Edmunston, candidat à l'élection partielle de Chambly, a supplié ses camarades de parti de ne pas lui enlever, avec une résolution anti-Meech, les chances de devenir le premier député néo-démocrate de l'histoire du Québec... Mais rien n'y fit.

Le courant anti-Meech était si fort au congrès que même Ed Broadbent, le chef sortant qui avait appuyé l'accord du lac Meech à l'encontre des traditions les plus ancrées de son parti, a été obligé de revenir sur sa position pour éviter le pire: le cahier de résolutions contenait une trentaine de résolutions où l'accord était démolé à la hache.

Broadbent s'est rallié à une proposition de compromis dont la phraseologie est ambiguë, mais qui a manifestement été perçue par la majorité des délégués comme un «non» à la ratification de l'accord tant qu'il n'aura pas été amendé pour y inclure les «droits» des autochtones, des femmes et des territoires du nord-ouest, et pour garantir le développement de programmes économiques et sociaux nationaux.

Par ailleurs, la résolution souscrit «aux cinq conditions» du Québec, «y compris le principe de la société distincte», ce qui a permis à tout le monde de dire qu'il s'agissait non pas de «dire non» au Québec, mais de «dire oui» aux autres minorités du pays dont on prétend qu'elles ont été laissées pour compte.

Le courant anti-Meech aura été le seul à vraiment agiter ce congrès jusque là assez terne. Le débat sur Meech a été passionné, les charges percutantes de David Barrett, l'ancien premier ministre de la Colombie britannique et candidat au leadership, et de Gary Doer, le chef du NPD manitobain, déclenchant des tonnerres d'applaudissements et les rares «ovations debout» qu'on ait vues à ce congrès.

Tous les candidats au leadership ont pris position contre la ratification de l'accord tel quel, sauf Ian Waddell... qui aurait voulu exprimer une opposition plus musclée.

Signalons toutefois que ces charges n'étaient jamais dirigées explicitement contre le Québec. Les intervenants plaidaient plutôt, en termes très émotionnels, en faveur des revendications de leurs clients traditionnelles (provinces de l'ouest, syndicats, autochtones, etc.). L'argumentation anti-Meech touche également une corde très sensible au NPD, qui a toujours été en faveur d'un gouvernement central fort pour assurer le développement de programmes sociaux uniformes. Au Canada anglais, les socialistes se méfient des gouvernements provinciaux, qui ont souvent adopté des politiques réactionnaires.

Au moment donc où une immense majorité de délégués s'appretait à rebâtir contre l'accord du lac Meech la digue où le conseil fédéral du parti avait subtilement tenté d'ouvrir une brèche avec une première résolution qui ouvrait la porte à la ratification de l'accord du lac Meech non-amendé, la délégation québécoise ne pesait pas lourd: les délégations correspondant au nombre de membres, celle du Québec est trois fois plus petite que celle de la Saskatchewan (qui compte six fois moins d'habitants). En outre, les échecs électoraux répétés du parti au Québec nuisent à la crédibilité de ses porte-parole québécois.

Le Québec, si faible au NPD, y conserve toutefois son pouvoir de «nuisance». Paradoxalement, c'est la langue et le Québec qui auront constitué le talon d'Achille de Dave Barrett.

Ce dernier, comme John Crosbie en 1985, durant la course au leadership du Parti conservateur, était pour beaucoup le candidat qui correspondait le mieux au parti, un homme de l'Ouest, le meilleur orateur, le politicien le plus expérimenté, le seul capable d'affronter avec la brutalité requise les Brian Mulroney et les Jean Chrétien du prochain rendez-vous électoral... Et, comme John Crosbie, c'est son unilinguisme — et surtout la gaffe qu'il a faite en minimisant l'importance de ce handicap — qui l'aura entravé durant la course au leadership.

Crosbie avait fait l'erreur de dire qu'il ne parlait pas français... «mais pas chinois non plus». Barrett s'est tout de suite aliéné les francophones en disant qu'on accordait «trop d'importance au Québec au détriment de l'Ouest», et se lançant dans des charges à fond de train contre Bourassa et Parizeau.

Même si le Québec est perdu électoralement, il compte quand même le quart de la population, et nombreux sont les néo-démocrates qui refusent d'avoir un chef sans dimension «nationale». D'où, probablement, la victoire, demain, de la candidate de compromis, Audrey McLaughlin.

La célébration de la chair, façon Lido

FRANCINE PELLETIER
collaboration spéciale

La première chose qui frappe en entrant au Lido, c'est la noirceur. Une espèce de noirceur opaque qui laisse vaguement mal à l'aise sans qu'on sache trop pourquoi. Et puis on remarque le vide. Il y a bien quelques formes qui grouillent dans la pénombre, des spots colorés qui s'allument et s'éteignent, mais on dirait surtout un attroupement de tables et de chaises. Au fond, un bar comme on en trouve partout: avec un miroir derrière et des bouteilles devant, un gars avec une petite veste et une moustache, un comptoir et des tabourets.

La deuxième chose qui frappe en entrant au réputé bar de la rue du Portage, à Hull, c'est la grande noire qui, debout sur une immense table ronde, se dandine, les fesses à l'air.

C'est donc ici que nos fonctionnaires fédéraux viennent «luncher»? Ici que la Banque fédérale de développement (BFD) a investi 1 309 000 \$ de notre argent? Mais investi où? Pas dans le décor, en tout cas. Les murs sont d'un vert crasseux et n'ont, pour tout appareil, que des photos géantes de femmes nues. Les chaises sont en bois, les nappes usées et les toilettes, du genre à vous inciter à l'héroïne. Il y a bien un écran vidéo qui diffuse, derrière, ses chansons et ses images mais personne n'y fait attention. Et puis, il n'y a rien à se mettre sous la dent. Rien de solide, en tout cas. Faut croire que ce n'est pas le genre de nourriture qu'on vient chercher ici.

Alors quoi? Il y a environ une vingtaine d'hommes attablés, en ce beau mercredi midi, l'air désabusé, tous. (Pas de femmes, évidemment, sauf pour les six danseuses, deux serveuses, pis moi.) Les hommes se divisent en deux: une majorité de jeunes qui, en jeans et veste de cuir, affichent un air vaguement *tough* et deux vieux qui, recroquevillés dans leur paletot d'hiver, ont l'air franchement tristes.

Une demi-heure plus tard, un fonctionnaire se joindra à cette joyeuse assemblée. (Depuis les «affaires dans les journaux», me dira une danseuse plus tard, les fonctionnaires se font rares). Celui-ci est immanquablement remarquable avec sa cravate rouge tricotée à la main, son enveloppe brune 8 1/2 x 14 sous le bras et son air un peu égaré. Et puis, il est le seul ici qui a l'air d'apprécier. Assis au bout de sa chaise, le dos bien droit, il ne perd rien du spectacle. Il va même jusqu'à applau-

dir discrètement (ce qui se fait rarement). La tête inclinée vers l'arrière, le visage comme un enfant de choeur, on le croirait à la messe, celui-là.

D'ailleurs, personne ne parle. Même pas les clients venus à deux ou en groupe. «On ne discute même pas des seins des filles!», me dira Richard Poulin, un sociologue qui mène présentement une enquête sur les danseuses nues. On tète sa bière et on attend que le spectacle commence. Ou alors, que le spectacle finisse, pour inviter la danseuse à sa table. Pour cinq dollars, elle se dandinera sur son petit tabouret, le temps d'un disque, le temps de se dévêtir complètement pour son «client», lui frôlant la tête avec ses seins et lui chatoillant le cou avec sa chevelure (C'est de cette façon que les danseuses peuvent se faire un peu d'argent; autrement, elles gagnent à peine de quoi faire vivre leur chum, environ 4,25 \$ l'heure).

Mais les activités solo sont plutôt rares aujourd'hui. Assises en rang d'oignon à la grande table qui leur est réservée, les filles s'occupent des *rums & Coke*, fument des cigarettes et attendent leur tour sur scène. Chacune doit exécuter trois danses en ligne. Mission: 1) afficher son «style», 2) montrer son cul, 3) montrer de quoi on est capable.

Les styles sont en effet très variés: la vamp, l'athlète, la *barbie*, la petite fille. Il y en a pour tous les goûts, quoi. Mais les spectacles, eux, se suivent et se ressemblent. Inlassablement, une «charmante demoiselle» — comme dit le disc-jockey — monte sur scène et, avant de procéder, dépose son sac à côté des haut-parleurs. Il y a un espace exprès pour ça.

Après ce rappel brutal à la réalité (vous vous croyez peut-être à l'empire des sens mais elle, elle ne se fait pas d'illusions), ça commence, sur un fond de *rock* américain. Habillée d'abord, à moitié déshabillée ensuite, rampant toute nue sur une grande couverture pour finir. Les écarts de jambes sont de rigueur; la main sur le pubis aussi. Les pubis sont rasés ou semi-rasés (ça doit être la mode). Les peaux, bien dorées au Salon de bronzage.

À part ça, les filles font ce qu'elles peuvent. Certaines savent bouger, d'autres pas. Certaines sont plutôt rigolotes — comme la danseuse «athlète» qui, juste avant d'ouvrir sa veste en jeans, me lança dans un grand éclat de rire: «C'est pas pour toi, ça!» D'autres, plutôt lugubres.

Ce qui frappe c'est que quel que soit le style, les filles sont généralement occupées ailleurs. Je veux dire qu'elles ne sont pas vraiment là. La plupart se perdent dans les miroirs autour d'elles, comme hypnotisées par leur propre image. D'autres s'évadent en multi-



pliant les steppettes déroutantes et compliquées.

«Une belle main d'applaudissement pour Lise! A nice hand of applause for Lise!», claironne le disc-jockey du Club 61 à Gatineau.

Le Club 61 est l'autre bar de la région subventionné par le BFD, bien qu'il ne s'agisse ici que d'un

maigre 250 000 \$. Mais ici, au moins, on voit tout de suite où l'argent est passé. On a investi dans le chrome et dans les miroirs à boule, c'est évident. Peut-être même dans les distributrices de café et de friandises placées dans un coin. Ou alors, dans l'*Alcootest*, une machine qui, pour seulement un dollar, vous dit si vous avez trop bu ou non.

Le Club 61 se veut moins *high class* que Le Lido mais, tout compte fait, il est un peu moins sordide. Même clientèle par contre: un homme à cravate, plusieurs jeunes, quelques vieux. Et le même désabusement. Il a fallu que le disc-jockey annonce «le buffet gratuit du jeudi midi» pour soulever un peu d'enthousiasme, dans la salle. Lise, elle, a beau s'être surpassée tantôt, avoir rampé lentement jusqu'au gros client accoté au bord de la scène, le tenant couragement de yeux, il ne l'a jamais regardée. En tout cas, pas au-dessus du nombril. Tenant précieusement son verre dans sa main pour pas que la danseuse ne le renverse, on aurait dit un homme bien incommodé par la vie.

Un très mauvais investissement, vous ne trouvez pas? D'abord, on ne voit pas trop où va l'argent; ensuite, la clientèle ne semble même pas apprécier. (Au moins, dans les bars de danseurs nus, les clientes s'amusent.)

Mais c'est surtout un mauvais investissement parce que le fait d'être subventionné donne au Lido et cie un air de normalité. Or, il n'y a pas grand chose de normal ici. Ce n'est pas normal d'avoir les toutes nues d'un bord, et les tous habillées de l'autre. Ce n'est pas normal de voir les plus vulnérables dans cette société ramper par terre, pendant que ceux dont le statut social, ou le sexe, protègent de ce genre d'humiliation, regardent. Ce n'est pas normal que la sexualité soit aussi... passive, blasée et de mauvais poil. Ce n'est pas normal, finalement, qu'une femme qui entre dans un de ces bars se sente comme un chien dans un jeu de quilles.

Faudrait-il alors interdire les bars «érotiques»? Pas nécessairement. Ces bars servent à quelque chose: à donner du travail à des femmes qui n'en ont pas et à accommoder une énorme misère sexuelle.

Mais pour ce qui est de la célébration de la chair, ou toute autre velleïté du genre «libération sexuelle», il faudra repasser.

Deux erreurs se sont glissées dans mon texte de la semaine dernière sur le bilinguisme. Le membre de la Commission que je cite s'appelle Neil Morrison, et non Neil Armstrong. Et il n'est pas le seul survivant de la dite Commission.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le verrou a sauté avec une rapidité foudroyante

LOUIS B. ROBITAILLE
collaboration spéciale
La Presse à PRAGUE

Dans ces onze jours qui ébranlèrent la Tchécoslovaquie, tout fut clair dès le troisième ou quatrième: les ennemis en présence, les rapports de force, et les objectifs: ce dont il était question n'était pas l'aménagement du «socialisme», mais la survie ou la mort définitive du «modèle» de démocratie populaire.

En Pologne, en Hongrie et en RDA — pour ne pas parler de la singulière Bulgarie —, les développements avaient été tellement surprenants qu'on avait de la difficulté à les déchiffrer sur le coup.

Avec l'anti-«coup» de Prague, on vient de terminer la série des pays communistes «normaux»; on voit les points communs. Et le mouvement en Tchécoslovaquie a été tellement limpide, systématique, rapide que c'en était presque une leçon magistrale sur l'art de renverser une dictature bureaucratique. En 11 jours, l'opposition est arrivée — dans les faits et dans les textes — encore plus loin que les trois pays voisins; elle a tout simplement tout obtenu. Avec Prague on voit pour ainsi dire le processus commun, mais à l'état pur. Avec deux constantes:

1. Pour la «libération» des pays de l'Est, il fallait deux clefs. L'une à Moscou, l'autre à l'intérieur de chaque pays. Certes, avant le grand dégel gorbatchévien à Moscou, rien de tout cela n'aurait été imaginable, même pas en Pologne. Mais la condition était nécessaire, pas suffisante.

Deux preuves diamétralement opposées et complémentaires. En Bulgarie, la pression «populaire» était particulièrement faible, et le régime solide. Or la révolution de palais «libérale» a eu lieu, de toute évidence, sur un simple coup de fil de Moscou; c'est que le régime lui-même, historiquement, est globalement prosoviétique. Par contre, en Roumanie, la mauvaise humeur de Gorbatchev n'a strictement aucun effet sur Ceausescu, chef de clan barbare et délirant, qui continue de régner par la terreur. Sauf intervention militaire plus ou moins ouverte des Soviétiques, Ceausescu pourrait fort bien être, avec le régime albanais, le dernier «totalitaire» d'Europe pour un bon bout de temps. La clef russe a été tournée depuis un moment déjà, mais elle ne suffit pas.

2. Prague vient de montrer de façon éclatante ce qui se dessinait plus confusément ailleurs: que les régimes communistes ne se réforment pas; ils s'effondrent intégralement, et soudain on découvre qu'il n'en reste plus rien; en deux heures à peine mercredi après-midi, le Parlement unanimement «communiste» de Prague a balayé à l'unanimité à la fois le «rôle dirigeant du Parti», le «marxisme-léninisme». Tout ce qui reste, c'est, comme à n'importe quelle époque, ou comme au début du siècle, un système d'alliances militaires liant ces pays à l'URSS. Pour le reste, tous ces pays seront — sont déjà partiellement — de bonnes vieilles démocraties pourries à l'occidentale. Avec des débats de société et des crises économiques. Le socialisme aura désormais la même signification qu'en Belgique ou qu'en Espagne.

Moscou avait tourné la clef

À Prague, il était apparent depuis le début de l'année, puis évident à partir de l'arrivée au pouvoir de Solidarité en Pologne, que la clef russe était désormais tournée. Confirmation avec la Hongrie: Moscou ne faisait pas obstacle à la démocratisation de l'Est (il apparaît maintenant clairement que Moscou — depuis quand? —

souhaitait et encourageait ces changements). La sérénité avec laquelle le Kremlin a accueilli la «chute» de la RDA, pays stratégique entre tous, a fini de convaincre: la disparition des «démocraties populaires» faisait partie du plan d'ensemble envisagé par Gorbatchev.

À Prague, cela ne suffisait pas encore, même après l'effondrement de la RDA qui isolait complètement le régime de Jakes et Husak. Ici, il n'y avait pas comme en RDA cette menace mortelle absolue d'un exode vers une «Tchécoslovaquie de l'Ouest». Il n'y avait pas une opposition organisée et puissante comme en Pologne.



PHOTO BEUTER
«Jamais, plus jamais», dit l'insolente pancarte accrochée à un buste de Staline, à Prague.

Ou encore d'infiltrations libérales dans l'appareil comme en Hongrie. Et, même condamné à terme, le régime pouvait espérer se maintenir des mois sinon des années. Beaucoup de pessimistes le craignent à Prague: les dirigeants refuseraient de libéraliser sous la pression de Moscou, et Moscou n'interviendrait certainement pas par la force.

Il y a 15 jours encore, le régime se maintenait encore parfaitement, par l'usage pur et simple de la force brutale; les gens descendaient dans la rue, quelques milliers par-ci par-là, et se faisaient matraquer sauvagement. Cela aurait pu durer des mois, un an, deux ans.

Le fol engrenage

Finalement l'engrenage s'est mis en marche le vendredi 17. Une manifestation étudiante «officielle» qu'on se sent obligé d'autoriser sous condition; beaucoup de manifestants, 50 000, qui bien entendu dénoncent le régime; un matraquage d'une sauvagerie telle que la fausse nouvelle de la mort d'un étudiant devient l'événement national, ou en tout cas pragois. Le dimanche 19, 20 ou 30 000 personnes manifestent, et la police n'intervient pas. Le mouvement, à partir de là, suit une courbe exponentielle.

Le pouvoir est toujours en place. Il sait qu'il joue son existence. Il n'a pas nécessairement renoncé. Mais la seule carte qui lui reste c'est le déploiement de l'armée dans Prague. C'est là que la «clef» moscovite réapparaît. Selon plusieurs sources, le quadrillage de Prague par l'armée a été envisagé au milieu de la semaine, et même demandé par le chef des durs, Miloš Jakes. Si le premier ministre Adamec a pu alors s'y opposer, c'est que, de l'avis général, les Soviétiques avaient fait savoir clairement qu'ils ne toléreraient jamais un «Tien An Men» à Prague. Jakes et les autres avaient le droit «souverain» de matraquer, pas d'envoyer les tanks. À partir de ce moment-là — mais seulement à cette condition — le formidable mouvement populaire à travers le pays avait les moyens de renverser le pouvoir.

L'autre aspect de cette révolution, donc, c'est que, du jour au lendemain, ce régime en béton armé a été pulvérisé. Du parti unique et tout puissant, du syndicat unique, de l'idéologie officielle marxiste, du contrôle sur la culture et les religions, et de la propriété collective des «moyens de production», il ne reste virtuellement absolument rien.

Déjà, les mouvements et partis politiques se multiplient à Prague. À la Laterna Magika, haut-lieu du Forum civique, on avait à peine annoncé à 19h55 que le Parlement mettait fin au «rôle dirigeant» du PCT, que dix minutes plus tard il fallait constater; la naissance d'un ennemi parti, social-démocrate celui-là.

Pendant ce temps, les économistes en vue de l'ex-opposition, développaient au profit des innombrables journalistes, les théories qu'ils entendaient mettre en application; un système d'économie mixte pour Walter Komarek, nouveau héros de la rue; un libéralisme pur et dur inspiré de Hayek et Milton Friedman pour Vclav Klaus, porte-parole du Forum. Exactement le genre de discussion fiévreuse qui a cours dans les couloirs ministériels de Varsovie avec les ministres de Solidarosc et divers «experts» occidentaux arrivés en renfort. À Prague comme à Varsovie on effaçait du revers de la main un système vieux de 41 ans, comme s'il n'avait été qu'une fâcheuse parenthèse.

Mettant en cela en pratique le mot définitif de Lech Walesa: «Le communisme est le chemin le plus compliqué qui mène au capitalisme.» En tout cas à l'économie de marché, qui reprend officiellement ses droits «naturels». Après quelques contrariétés, dues notamment à la seconde guerre mondiale.



Le gouvernement de Malte émet aujourd'hui ce timbre commémoratif de la rencontre.

À PROPOS D'UN SOMMET PROMIS À L'HISTOIRE

Aujourd'hui sur le Slava	Demain sur le USS Belknap
Type: Croiseur lance-missile Lancement: 1982 Longueur: 613 pieds Vitesse: 34 noeuds Effectif: environ 600	Type: Croiseur lance-missile Lancement: 1964 Longueur: 547 pieds Vitesse: 33 noeuds Effectif: 513

Au coeur des entretiens, l'éventuelle aide de Washington pourrait abandonner un jeu de restrictions commerciales imposées

de l'Agence France-Presse
WASHINGTON

L'aide éventuelle des États-Unis au redressement économique de l'URSS sera l'un des thèmes du sommet de Malte sans que l'on puisse s'attendre à des décisions spectaculaires sauf peut-être un abandon par Washington des restrictions commerciales imposées par l'amendement Jackson-Vanik.

«Il n'y a pas de plus grand avocat de la perestroïka que le président des États-Unis», a déclaré la semaine dernière le président George Bush. Mais si l'administration américaine est profondément reconnaissante envers Gorbatchev pour avoir donné le feu vert aux réformes en cours en Europe de l'Est, elle sait aussi que sur le plan économique, la restructuration voulue par le numéro un soviétique n'a rien donné et a même aggravé les choses.

Grave problème

Tous les analystes américains conviennent que les difficultés économiques de l'URSS constituent, à terme, la plus grave menace pour Gorbatchev car un peuple qui a faim est dangereux pour ses dirigeants. C'était l'un des arguments que développait le numéro deux du Conseil national de sécurité, Robert Gates, dans un discours qu'il devait prononcer récemment et qui fut censuré par le secrétaire d'État James Baker parce qu'il mettait en doute les chances de survie politique du président soviétique.

Les possibilités d'aide américaine ont été discutées ces derniers mois, notamment lors de la rencontre de Jackson Hole (Wyoming) entre M. Baker et le ministre soviétique des Affaires étrangè-

res, Edouard Chevardnadze. Peu après ces entretiens, le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, s'est rendu en URSS.

Le dossier semble cependant avoir peu avancé, parce qu'il est plus philosophique que matériel. Le gouvernement soviétique a en effet fait savoir, tant à Jackson Hole que depuis, qu'il ne cherche en rien à obtenir une aide financière du type de celle qui vient

d'être accordée par le Congrès à la Pologne.

L'aide des experts

Moscou semble s'intéresser surtout à une aide des experts américains pour réussir la transition entre une économie entièrement étatique et un système plus fondé sur les mécanismes de marché. Mais les explications fournies de part et d'autre lors des entretiens du Wyoming sont restées vagues. Quant à la visite de M. Greenspan, elle n'a pas donné de résultats tangibles.

L'un des points du contentieux américano-soviétique devrait cependant être résolu à assez brève échéance: celui concernant l'amendement Jackson-Vanik.

Ce texte, inclus dans la loi commerciale de 1974, subordonne à la libéralisation de l'émigration par l'URSS l'octroi à ce pays de la clause de la nation la plus favorisée et l'accès à certains crédits fédéraux. Son application signifie que les produits soviétiques importés aux États-Unis payent des droits de douane plus élevés que ceux venant de la plupart des autres pays.

Plusieurs parlementaires influents ont indiqué au cours des derniers mois que le Congrès ne s'opposerait sans doute pas à la levée de ces restrictions vu la forte augmentation de l'émigration, notamment juive, au départ de l'URSS. Reste à voir si une décision présidentielle en ce sens pourra être faite lors du sommet de Malte ou devra attendre l'approbation par le Parlement soviétique de la législation sur l'émigration qui y est actuellement débattue.

Exportations

Mais, notent les observateurs, la levée des restrictions a peu de chances de se traduire par une augmentation marquée et rapide des exportations soviétiques vers les États-Unis. Celles-ci, essentielle-

ment des matières premières, de l'ordre de 700 millions \$ par mois que ce que les États-Unis achètent en un mois à Singapour. L'URSS n'a guère de produ-

La disparition de la rançon

PASCAL MALLET
de l'Agence France-Presse
BRUXELLES

Une Allemagne unifiée, a priori incompatible avec le maintien de la RDA dans le Pacte de Varsovie et de la RFA à l'OTAN, sonnerait le glas des blocs «comme nous les connaissons aujourd'hui», estime un diplomate européen à l'OTAN.

Lors du dernier sommet de l'OTAN, fin mai à Bruxelles, les dirigeants alliés ont réaffirmé leur objectif était de mettre fin à la division de l'Europe et en particulier de l'Allemagne. Mais en ce succès, l'OTAN serait vouée, comme le Pacte, à disparaître «sous sa forme actuelle».

En présentant son plan de réunification mardi au Bundestag, le chancelier Helmut Kohl a évoqué de nouvelles «structures de sécurité en Europe». La difficulté, ce diplomate, est justement de trouver par quoi remplacer l'OTAN.

Bien plus que sa réalisation — tous les Alliés se disent d'accord —, ce sont les conditions de cette réunification et ses conséquences sur l'équilibre politique qui posent problème à l'OTAN. «C'est pourquoi, le diplomate, la réunification prendra du temps.»

D'autant plus que la RFA

Un 5e sommet pour Gorby

Agence France-Presse
PARIS

Le sommet américano-soviétique d'aujourd'hui et de demain, au large de Malte, est le cinquième réunissant les deux superpuissances depuis l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev comme secrétaire général du PC soviétique, le 11 mars 1985.

George Bush et Mikhaïl Gorbatchev s'étaient rencontrés à New York le 7 décembre 1988 lors des derniers entretiens Gorbatchev-Reagan auxquels assistait M. Bush à titre de président-élu.

Voici la liste des précédents sommets:

■ 19-20 novembre 1985. Après deux jours d'entretiens à Genève, Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev se séparent sur la promesse de se revoir avant la fin 1986, mais cette reprise du dialogue n'aboutit pratiquement à aucun autre accord concret.

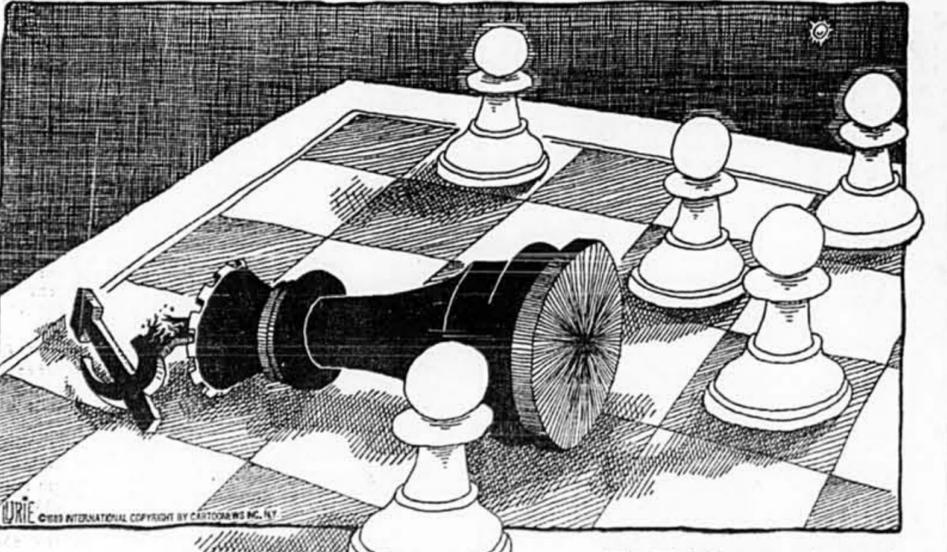
■ 11-12 octobre 1986. Reagan et Gorbatchev évoquent à Reykjavik (Islande) un possible accord prévoyant l'élimination totale des armes nucléaires de portée intermédiaire (INF). Les négociations débouchent sur une impasse. Chacune des deux superpuissances impute la responsabilité de l'échec à l'autre.

■ 8-10 décembre 1987. Le traité sur l'élimination des INF américains et soviétiques est signé à Washington par MM. Reagan et Gorbatchev.

■ 29 mai-2 juin 1988. Sommet Reagan-Gorbatchev à Moscou. Celui-ci, selon le numéro un soviétique, consacre le dialogue réaliste qui s'est établi entre les deux grands mais s'achève sur des résultats modestes en matière de désarmement.



Le président Bush s'est adonné à la revue de la garde hier arrivée à l'aéroport de Valette, Malte.



Et Tchèque et mat

CANADA

L'ouverture à l'Est changera la façon d'approcher l'Europe

JEAN-MARC SALVET
collaboration spéciale

Depuis quelques mois, l'intérêt suscité par l'intégration économique de la Communauté économique européenne ne cesse de croître au Canada. Les bouleversements récents survenus en Europe de l'Est ont même permis à l'idée d'une union européenne de retrouver une actualité nouvelle de ce côté-ci de l'Atlantique.

«Les gens d'affaires, estime le président de l'Association des exportateurs canadiens, M. James Taylor, ont compris que les incidences du marché unique européen ne se limiteront pas aux 12 États membres de la CEE.» Le Canada est concerné.

La naissance officielle de l'Acte unique européen est fixée au 1er janvier 1993. Elle signifiera la levée des frontières entre les États membres, ainsi que l'application de conditions d'importation unifiées pour l'ensemble de la CEE. Selon M. Taylor, les entrepreneurs canadiens n'ont pas à redouter un repli de la CEE sur elle-même. «Rien n'est venu confirmer les appréhensions d'une Europe s'élevant en forteresse.»

Une Europe ouverte

Aux Affaires extérieures, à Ottawa, la directrice-adjointe de la division commerciale se dit encouragée par la manière dont la CEE met en place l'Acte unique. Céline Fittes est en effet d'avis que les Européens sont déterminés à ne pas fermer leur marché aux pays tiers. L'Europe sera ouverte, mais non offerte.

La controverse engendrée par les craintes d'une «Europe forteresse» se règlera, explique-t-elle.

sur le principe de la réciprocité dans son acception la plus large, celle du traitement similaire.

La responsabilité devant laquelle est placée la CEE à l'égard des pays d'Europe de l'Est élargit davantage l'hypothèse d'une Communauté-forteresse. Le scénario le plus probable suggère en effet que la CEE multiplie les accords de coopération économique avec les pays engagés sur la voie de la démocratisation. Rapprochement qui ne peut que profiter aux partenaires de la CEE, dont le Canada.

Quoi qu'il en soit, affirme-t-on dans les milieux intéressés, le GATT, en imposant le respect d'obligations internationales, représentera une contrainte de taille sur la forme finale qu'adoptera le Grand marché.

Un défi pour les PME

Ce n'est pas le branle-bas de combat, mais presque. Dans les universités, les offices gouvernementales et au sommet des hiérarchies d'entreprises privées, nombreux sont ceux qui s'efforcent d'anticiper l'impact qu'aura au Canada l'unification du marché européen.

Chaque mois, dans tous les domaines, — électronique, assurance, alimentation et autres —, l'Europe donne naissance à des colosses. «La CEE sera une concurrente redoutable sur tous les marchés du monde, dont le nôtre. A nous d'être préparés», professe Mme Fittes.

Mais la CEE sera aussi un marché. L'élimination des entraves aux échanges commerciaux, toutefois, profitera aussi aux exportateurs canadiens. L'harmonisation des normes industrielles permettra notamment à un produit accepté par l'un des 12 membres de pénétrer dans les autres pays de la CEE. Un marché de quelque 325 millions de personnes.

Les possibilités sont immenses. Les procédures d'adjudication des marchés publics seront ouvertes aux entreprises non européennes.

Bien au fait de ces réalités, les gouvernements du Canada et du Québec tentent d'inciter les PME à s'implanter sur le territoire de la CEE ou à conclure des ententes avec des partenaires européens. «C'est d'abord à elles que s'adresse le défi. Il en va de leur avenir.»

Dans beaucoup de grandes corporations, le travail est déjà accompli. Et si elles n'y sont pas toutes installées, la plupart y possèdent leurs antennes.

Partenaires

Alain Bardoux est le responsable d'Europe 95 au ministère des Affaires internationales du Québec. Tout juste rentré de la capitale du Venezuela, où il était délégué du Québec à Caracas, il préfère ne pas épiloguer sur les conséquences de l'entrée en vigueur de l'Acte unique avant de présenter son rapport au gouvernement.

M. Bardoux consent à dévoiler un pan de l'échiquier: le Québec ne doit pas s'attendre à un renversement de ses flux d'exportation traditionnels — surtout constitués de matière premières et de produits semi-finis dirigés dans une proportion de quelque 75 p. cent vers les États-Unis. Cependant, ses entreprises doivent s'inspirer de 1993 pour accentuer leur compétitivité dans la zone nord-américaine de libre échange.

Alain Noël, professeur aux HEC, renchérit et croit impératif que l'espace européen devienne la contrepartie de l'accord canado-américain. «Nous devons comprendre que, pour ne pas souffrir de cet accord, il nous faut conclure des ententes avec des entreprises de la Communauté.»

Par d'éventuelles participations croisées, explique M. Noël, également membre du Centre d'études en administration internationale, une entreprise québécoise pourrait partager connaissances, technologies, savoir-faire et méthodes de gestion avec une entreprise française, hollandaise, belge ou autre.

La monnaie d'échange? L'immense marché de l'autre. «Nous vous ouvrons l'Amérique du Nord et vous la CEE.»

Le pari? Dénicher des partenaires d'envergure similaire et désireux de produire ici des marchandises pour tout le continent.

A l'instar des gouvernements et des gens d'affaires, l'expert en stratégie internationale considère l'avènement du Grand marché comme irréversible. Déjà, à trois ans de l'échéance fixée au 31 décembre 1992, plus de 40 p. cent des textes législatifs prévus ont été adoptés.

L'Europe de la 2e génération

La signature de l'Acte unique est intervenue en février 1986. Elle visait à relancer la machine économique de l'Europe. En présentant quelque 300 propositions aux 12 chefs d'États et de gouvernements, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, déclarait vouloir achever ce que les pères fondateurs avaient amorcé en 1957: le marché intérieur.

Par l'élimination de ses frontières physiques, fiscales et techniques, la CEE veut se doter d'une compétitivité accrue. Objectif avoué: offrir aux entreprises de l'Europe les moyens d'affronter la concurrence américaine et, surtout, japonaise.

Deux conceptions

Sur le terrain, deux conceptions s'affrontent. Les tenants de la simple suppression des entraves aux échanges de personnes, de biens, de capitaux et de services s'opposent en effet à ceux pour qui la mise en oeuvre de ces quatre libertés doit constituer un tremplin vers l'union économique et monétaire — elle-même prélude à une forme d'union politique.

Mais les faits demeurent. Pendant que l'adoption de législations sociales se heurte notamment au gouvernement de Londres, la CEE participe aux mutations économiques mondiales en cours.

Pour James Taylor, le Canada ne doit pas refuser la possibilité qui s'offre d'accroître ses exportations vers la CEE. L'an dernier, le Canada enregistrait un déficit de plus de 5 milliards \$ dans ses échanges avec les Douze.

Les perspectives que présente l'unification du marché européen, explique-t-il, justifient même une implantation sur le territoire de la Communauté.

«Être sur place, poursuit-il, c'est rater moins d'occasions d'affaires. C'est aussi profiter de la demande sans cesse croissante de biens de consommation en Europe de l'Est.»

Le Québec a des avantages

Selon M. Noël, plus que le reste du Canada, c'est le Québec qui bénéficiera de l'intégration économique de la CEE.

Le Québec, affirme-t-il, possède trois avantages incomparables:

- il est situé à l'Est du continent;
- sa population, ouverte sur l'extérieur, connaît bien les mentalités européennes;
- ses dirigeants mesurent mieux que ceux du reste du Canada le potentiel de l'Europe de 1993.

«L'unification du marché européen peut permettre au Québec de prendre sa véritable place dans l'économie mondiale», selon M. Noël.

D'ici les trois prochaines années, rencontres et colloques sur cette question se succéderont tambour battant. On y analysera les conséquences de l'intégration économique de la CEE sur le Canada. Les gouvernements tenteront d'inculquer le «réflexe Europe» aux chefs d'entreprises.

Le mot d'ordre: «Apprenez à penser en termes de stratégie européenne. Il n'y a pas que l'Histoire qui s'écrira là-bas!»

Et les autres dans tout ça ?

JOONEED KHAN



Consacrée surtout à l'amélioration des relations bilatérales américano-soviétiques et à la fin du partage de l'Europe, la rencontre au sommet entre George Bush et Mikhail Gorbatchev, ce week-end en Méditerranée, suscite dans le reste du monde des craintes et des espoirs qui semblent devoir se révéler, les uns vaines, les autres féconds.

Ce n'est pas que l'Asie-Pacifique, l'Afrique-océan Indien, le Moyen-Orient, l'Amérique latine et les Caraïbes, où vivent — et survivent — quatre êtres humains sur cinq, ne sont pas concernés par ce tête-à-tête naval, même s'ils en sont absents. Au contraire. Les quelque 250 «conflits régionaux» recensés depuis 1945 — et dont une quarantaine persistent — les touchent directement, ravagent leurs territoires, dilapidant leurs ressources et décimant leurs populations.

Or, ces conflits étaient et demeurent les manifestations chaudes de la Guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique, les deux vrais vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Vainqueurs vite engagés dans une âpre rivalité idéologique pour la suprématie planétaire — par pays pauvres interposés, car l'équilibre de la terreur nucléaire garantissait la destruction mutuelle au terme de tout affrontement direct Ouest-Est.

La résorption de la guerre froide et la normalisation des relations américano-soviétiques, concrétisées par le retour de l'Europe de l'Est à des coalitions pré-communistes laissant toutes ses chances à la démocratie et par l'amorce d'une sorte de «Plan Marshall» pour ces pays, laissent espérer des règlements parallèles à travers le tiers-monde. A vrai dire, le sujet figure d'une certaine façon à l'ordre du jour de Malte.

Les dossiers d'arrière-cour

James Baker, chef de la diplomatie américaine, cite les envois d'armes soviétiques vers l'Amérique centrale comme «le plus grave obstacle» à la normalisation Est-Ouest. Un signal que les États-Unis restent intransigeants lorsqu'il s'agit de leur «arrière-cour». Le forcing du FMLN au Salvador, avec l'aide de Cuba, celui d'Ortega contre la Contra, et la rupture avec Managua décidée par San Salvador, ne sont pas étrangers à Malte.

C'est avec l'intention analogue d'influer sur le sommet Bush-Gorbatchev que la Syrie presse le pas au Liban et que le général Michel Aoun refuse de se soumettre; que l'OLP veut rehausser le statut de la Palestine à l'ONU et qu'Israël bloque tout dialogue; que le Vietnam prétend s'être retiré du Cambodge et que la guérilla khmère tente d'occuper du terrain; que Najib condamne l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979 et que la droite au Pakistan veut ranimer la guerre afghane; que la RASD multiplie les coups de main contre le Maroc au Sahara occidental; que l'Éthiopie, l'Angola et le Mozambique se montrent prêts à la réconciliation nationale; et que le régime de l'apartheid, bien que contraint de «lâcher» la Namibie, refuse jusqu'ici d'aller au-delà d'une simple abolition de la ségrégation raciale dans les toilettes et sur les plages de l'Afrique du Sud même!

Les craintes, ici et ailleurs, c'est que le sommet de Malte, que Bush et Gorbatchev veulent informel et à l'abri des témoins, ne s'avère un nouveau Yalta — du nom de la conférence de 1945, en Crimée, où Roosevelt et Staline, en présence de Churchill, dessinèrent la carte politique mondiale de l'après-guerre. États, régimes et factions du tiers-monde redoutent, à Malte cette fois, un nouveau partage du globe.

C'est oublier l'une des grandes données de ces 20 dernières années, à savoir les limites du pouvoir qui n'épargnent pas jusqu'aux superpuissances, et leur corollaire: l'émergence d'un monde multipolaire. Moscou et Washington doivent en effet composer avec un Marché commun européen (CEE) et un Japon dynamisés, une Chine communiste, une Inde social-démocrate, un Bassin du Pacifique en plein essor économique, une Organisation de pays exportateurs de pétrole (OPEP), une de l'unité africaine (OUA), une d'États américains (OEA), un Mouvement non aligné d'une centaine de pays, un Commonwealth, une Francophonie, une Ligue arabe; un monde islamique en proie à l'intégrisme, et une foule de forums régionaux, tous actifs au sein d'une ONU que les superpuissances avaient souhaité mettre au service de leurs intérêts en 1945 — mais où le tiers-monde et les puissances moyennes leur résistent grâce au multilatéralisme.

Empires éclipsés

Les limites du pouvoir s'imposent comme une dure réalité à l'empire américain avec la débâcle indochinoise et la crise pétrolière des années 1970. L'héritage reaganien des années 1980 l'a encore alourdi. Accablés de déficits records, les États-Unis sont devenus un pays débiteur qui n'a plus les moyens de sa politique de défense stratégique.

Pour l'empire soviétique, cette réalité s'est imposée au cours de la décennie 1980, avec la grande désillusion intérieure face aux pénuries et privations chroniques, et le coût exorbitant de l'exportation du marxisme. Les deux empires se sont en outre heurtés de front à la montée de l'intégrisme islamique — en Iran et en Afghanistan notamment.

Si les craintes d'un nouveau partage du tiers-monde sont ainsi peu fondées, les espoirs d'un «Plan Marshall» pour les pays en développement restent pour l'instant illusoire. L'URSS et les États-Unis sont des superpuissances parce que, entre autres, une petite fraction de leur arsenal nucléaire suffirait à vaporiser la planète.

Mais que peuvent, dans l'immédiat, une URSS en panne d'aliments et de produits de consommation, et des États-Unis endettés, en butte à la concurrence européenne et japonaise, pour les 40 000 enfants qui meurent de faim et de malnutrition chaque jour dans le tiers-monde, pour les 15 millions de réfugiés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, et pour les centaines de millions d'être humains condamnés à la régression économique par un système global d'échange inégal?

Cette semaine, Les Nouvelles de Moscou remettait en question l'aide économique de l'URSS au tiers-monde — 19,2 milliards \$ en 1989, ou 1,4 p. cent du PNB, soit six fois plus que les États-Unis et trois fois plus que le Canada — de même que son aide militaire. L'URSS exporte «les pires principes de son système administratif», les pays bénéficiaires «n'ont pu surmonter la stagnation de leur économie» et «la vie elle-même impose des pourparlers d'urgence pour limiter les fournitures d'armes», écrivait l'hebdomadaire.

C'est de peine et de misère que l'administration Bush signait entre-temps un projet d'aide de 938 millions \$ sur trois ans en faveur de la Pologne et de la Hongrie, en vue de «créer une économie fondée sur la libre entreprise» et de «consolider la démocratie en Europe de l'Est».

Or, dans les pays du tiers-monde, les États-Unis, qui s'étaient faits, aux dépens de leurs alliés d'Europe de l'Ouest, l'avocat de la décolonisation au sortir de la Seconde Guerre mondiale, font figure 40 ans plus tard, avec ces mêmes alliés, de grands bénéficiaires du sous-développement du tiers-monde et du recul concomitant de la démocratie et des droits de l'Homme dans nombre de ces pays.

Le mur de Berlin s'est écroulé. Mais le mur de la dette du tiers-monde (1 000 milliards \$ et plus) ne cesse de s'élever, drainant vers les États-Unis et leurs alliés (assez peu vers l'URSS) les recettes d'exportation de ces pays, soumis à la détérioration des termes de l'échange et aux exigences d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale.

Le sommet de Malte n'y changera rien. Il risque même de jeter les bases d'une nouvelle poussée de rivalité mondiale entre l'URSS et les USA. Ceux qui, à Washington, concluent déjà à «la fin de l'Histoire» oublient la réalité explosive des rapports Nord-Sud, domaine réservé de la concurrence entre pays riches et creuset de conflits inéluctables entre riches et pauvres.

re Bush-Gorbat-

PHOTO REUTERS

MET
RE



USA à la perestroïka

par l'amendement Jackson-Vanik.

nis de qualité suffisante pour satisfaire le marché américain. Et la levée de l'amendement Jackson-Vanik n'a guère de chances de se solder par l'arrivée sur ce marché

d'une marée d'automobiles de fabrication soviétique qui, dans l'état actuel des choses, se fera d'ailleurs au détriment du consommateur soviétique.

on de l'OTAN serait-elle e l'unité de l'Allemagne?



Il ne sera pas du sommet, mais on en parlera: Egon Krenz, leader de l'Allemagne de l'Est.

RDA sont deux pays clés pour chacune des alliances tant par leur situation sur la ligne de front que par l'importance de leurs armées respectives.

Le secrétaire américain à la Défense Dick Cheney a eu du mal à répondre mercredi au siège bruxellois de l'OTAN à la question d'un journaliste sur l'avenir de l'Alliance en cas de réunification. Il l'a jugé «spéculative».

Un autre diplomate européen est d'accord avec lui. «La réunification est pour le long terme» et «personne ne peut s'aventurer» à «spéculer» sur ce que sera le visage de l'Europe dans 10 ou 15 ans, dit-il.

Pour le court terme, les Alliés, y compris la RFA, ont compris que l'OTAN devait subsister, poursuit-il.

À moyen terme, selon ce diplomate, si la division de l'Europe est peu à peu surmontée conformément à l'objectif qu'a réaffirmé l'OTAN lors de son dernier sommet, les 28 et 29 mai à Bruxelles, «les alliances pourraient difficilement survivre autrement que sous une forme diluée, un organe de concertation assez lâche, bref un club sympathique où l'on bavarderait».

Sans jamais parler d'échéance, des responsables alliés évoquent une nécessaire période de «transition», comme le Premier ministre du Canada, Brian Mulroney.

Le secrétaire général de l'OTAN, l'Allemand de l'ouest

Manfred Woerner, a récemment déclaré à Madrid que l'Alliance devrait survivre au moins encore 10 ans.

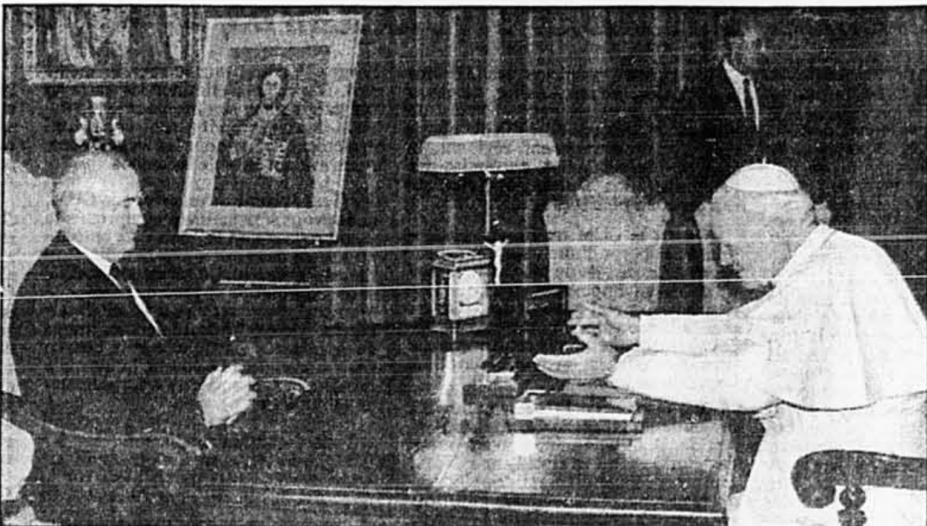
Pour cette période de transition, les experts retiennent trois scénarios:

■ le «pilier européen» de l'OTAN se concrétise sous une forme plus ou moins intégrée et plus ou moins autonome vis-à-vis des États-Unis, selon la part qu'y prendraient notamment les Français, la CEE et l'Union de l'Europe occidentale. La nouvelle Allemagne en ferait partie. Elle en serait la principale composante de par son poids industriel et démographique.

■ le rapprochement des deux Allemagnes se traduit par la création d'une zone tampon au milieu de l'Europe, comme la diplomatie soviétique n'a cessé de le promouvoir depuis 40 ans. L'Allemagne ne pourrait être réunifiée qu'en échange de sa neutralisation.

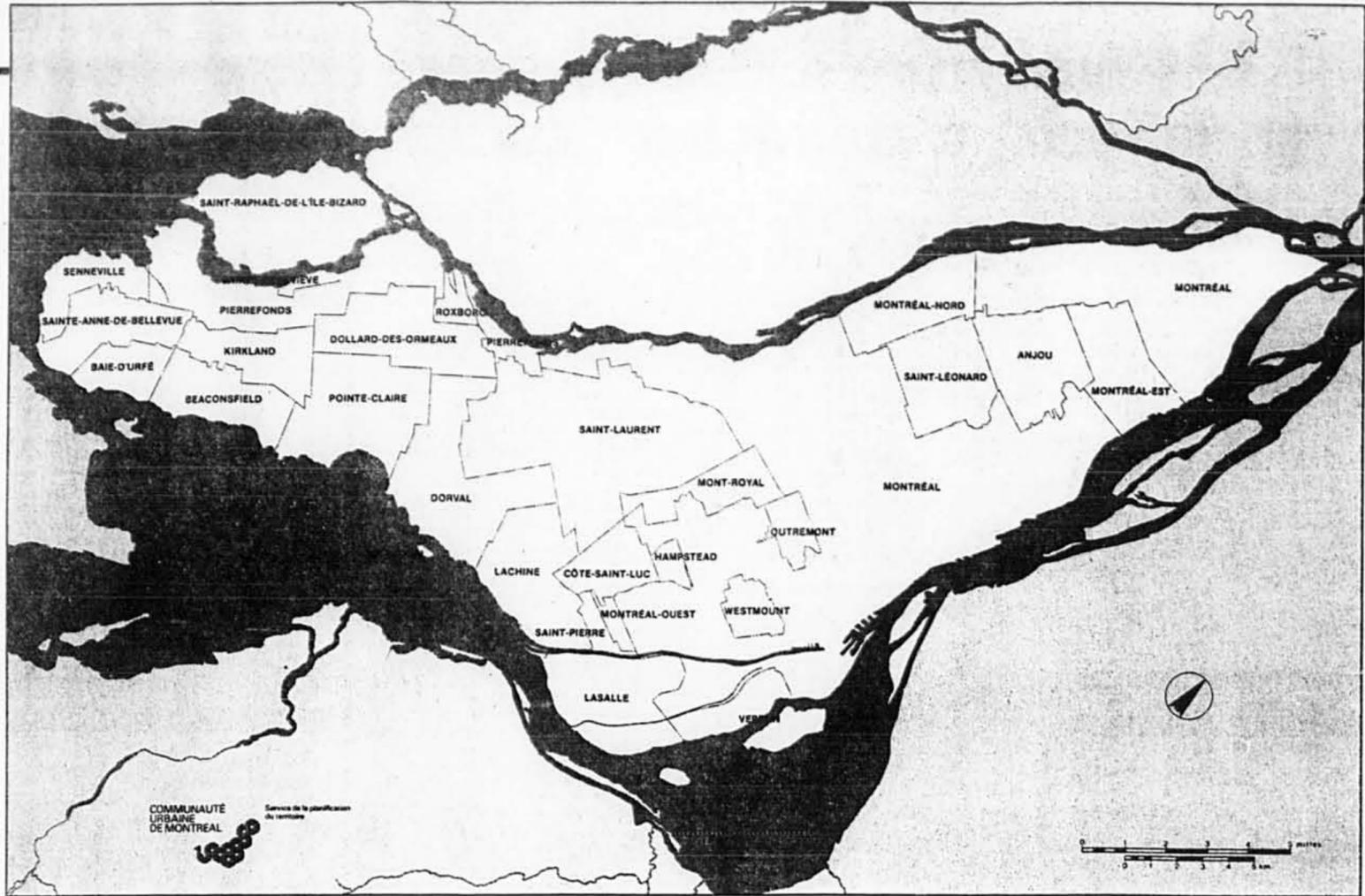
■ les deux alliances étant en voie de dissolution, l'Europe de l'Atlantique à l'Oural entre dans une période d'instabilité.

Si M. Kohl, comme ses prédécesseurs, est hostile au projet soviétique, il n'a jamais donné un appui très clair à une défense européenne. Pourtant, note un diplomate, une forte réduction de la présence militaire américaine sur le sol européen paraît de plus en plus probable, même si l'OTAN survivait au changement.



Le leader soviétique Mikhail Gorbatchev ne pouvait guère trouver préalable plus positif à sa rencontre d'aujourd'hui avec le président Bush qu'en allant rendre visite, hier, au pape Jean-Paul II.

PHOTO REUTERS



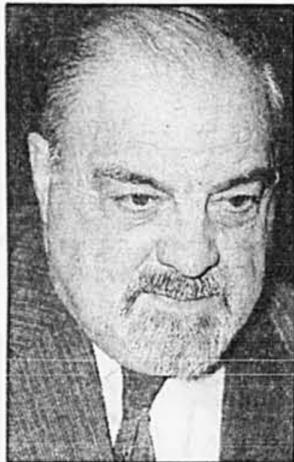
La Communauté urbaine de Montréal a 20 ans

FLORIAN BERNARD

La Communauté urbaine de Montréal est née, il y a vingt ans, dans un climat de confrontation. Depuis des années, les élus municipaux de la région métropolitaine essayaient, sans succès, de créer un organisme permettant de partager les coûts de certains services supramunicipaux, le transport en commun par exemple. De son côté, la Ville de Montréal se plaignait d'assumer seule le coût d'un service de police qui profitait à l'ensemble des citoyens de l'île. A la fin des années soixante, il était devenu urgent de procéder à des travaux majeurs touchant l'environnement, l'épuration des eaux, l'assainissement de l'air ou encore la sauvegarde de grands espaces verts. Il fallait aussi adopter un plan directeur d'aménagement pour l'ensemble de l'île de Montréal. La grève générale des policiers de Montréal, en octobre 1969, servit de déclencheur au gouvernement de Jean-Jacques Bertrand pour imposer la création de trois communautés urbaines, soit celles de Montréal, de Québec et de l'Outaouais. En novembre 1969, le ministre des Affaires municipales, Robert Lussier, déposa un projet de loi créant la Communauté urbaine de Montréal. Cette loi entra en vigueur le 1er janvier 1970. Elle imposait un partage des coûts de la police et de d'autres services à caractère régional à l'ensemble des municipalités qui constituaient la Communauté. En outre, elle énumérait tout un éventail de juridictions territoriales qui seraient désormais assumées par la Communauté, notamment la planification du territoire, la sécurité publique, le transport en commun, l'épuration des eaux, l'assainissement de l'air, etc. La loi établissait en outre un mécanisme particulier de vote selon lequel une majorité des voix des deux blocs en présence était requise pour qu'une proposition soit adoptée. Ainsi, Montréal était dans l'impossibilité d'imposer quoi que ce soit à la banlieue et, inversement, cette dernière ne pouvait imposer ses politiques à Montréal. Au cours des quinze premières années de la CUM, une guerre sourde divisa profondément les élus de Montréal et ceux des banlieues. Les relations entre Montréal et ses nouveaux partenaires ne commencèrent à s'améliorer qu'à partir de 1985, à la suite de l'élection de Michel Hamelin à la présidence du comité exécutif de la CUM et de l'arrivée au pouvoir de Jean Doré, à la tête de Montréal. Durant les années de confrontation, plusieurs villes ont essayé, par divers moyens, incluant des requêtes en Cour supérieure, de se retirer de la CUM. D'autres, comme Westmount ou Mont-Royal, n'auront cessé de critiquer le service de police. La municipalité de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard en appellera auprès de la Commission municipale de Québec, alléguant que son inclusion au sein de la



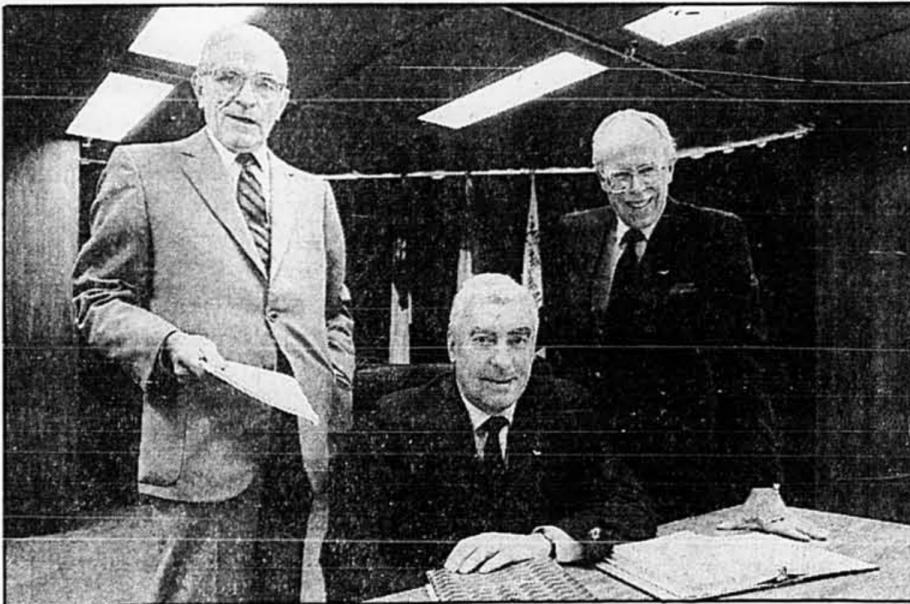
CUM fut illégale puisque son territoire ne fait pas partie de l'île de Montréal. Michel Hamelin, ancien conseiller de Montréal à l'époque de l'administration Drapeau-Saulnier, est le quatrième président du comité exécutif de la CUM depuis sa fondation. Il a succédé à Pierre DesMarais II qui assumait la présidence de 1978 à 1985. Le premier président fut Lucien Saulnier, de 1970 à 1972, suivi par Laurence Hanigan, de 1972 à 1978. C'est sur un ton humoristique que M. Hamelin décrit les premières années de la CUM. «Au début, ce fut un mariage forcé. Puis, c'est devenu un mariage de raison. Maintenant, on assiste même à des percées d'amour.» Après des années difficiles, M. Hamelin est convaincu que la Communauté a fait preuve de maturité et qu'elle a atteint sa vitesse de croisière. Son existence n'est plus remise en cause. Même si, demain, on assortissait la loi d'une sorte de formule d'opting out, M. Hamelin doute que les municipalités l'utiliseraient. Il se réjouit particulièrement des consensus obtenus au cours des derniers mois en ce qui touche des dossiers majeurs, jadis qualifiés d'insolubles, par exemple celui de la création d'un organisme régional de transport en commun englobant Laval et la Rive-Sud. Il souligne également que les budgets sont désormais adoptés dans un climat d'harmonie et de collaboration, à l'intérieur des délais prescrits par la loi. M. Hamelin souligne que la CUM a même réclamé et obtenu certaines juridictions et responsabilités qui n'étaient pas prévues initialement dans la loi, par exemple l'industrie du taxi. Au cours de ses 20 premières années d'existence, la CUM s'est dotée de services régionaux majeurs. Elle exerce maintenant sa pleine et entière juridiction sur l'aménagement du territoire, la sécurité publique, le transport en commun, l'épuration des eaux, l'assainissement de l'air, l'inspection des aliments, la coordination des mesures d'urgence, l'évaluation des immeubles, l'industrie du taxi, les parcs régionaux, le Conseil des arts et la promotion économique. Elle peut aussi exercer sa compétence dans la récupération et le recyclage des déchets, la promotion touristique et l'amélioration du milieu aquatique. Son budget annuel atteindra, l'an prochain, tout près du milliard \$. La valeur globale des immeubles de son territoire dépasse 95 milliards \$. Au-delà de 1,7 million de personnes vivent sur le territoire de la CUM. Les 29 municipalités qui la composent occupent une superficie de 494 kilomètres carrés. «Les dix prochaines années seront celles de la qualité de la vie», prédit M. Hamelin. Selon lui, les principaux investissements, d'ici l'an 2000, seront consacrés à l'acquisition et à l'aménagement de nouveaux espaces verts, à la récupération et à la sauvegarde des lieux aquatiques, à l'assainissement des eaux et à la qualité de l'air. M. Hamelin associe aussi à cette qualité de vie la sécurité des citoyens et les arts en général. C'est une Communauté dotée de services exceptionnels, dans un environnement sain et agréable, où il fait bon vivre, au meilleur coût possible, que le président de la CUM souhaite aux citoyens de l'an 2000.



Robert Lussier



Michel Hamelin



Lucien Saulnier, Pierre Desmarais II et Lawrence Hanigan.

Réduire le nombre de villes par des fusions volontaires, souhaite Robert Lussier

FLORIAN BERNARD

Depuis sa création, il y a 20 ans, la CUM a réalisé tous ses objectifs majeurs, sauf celui d'une réduction du nombre des municipalités qui composent son territoire. Robert Lussier est d'opinion qu'il va falloir, au cours de la prochaine décennie, songer sérieusement à redécouper le territoire de l'île de Montréal pour y créer sept ou huit grandes entités, de manière à équilibrer davantage la représentation des différents partenaires.

«Il est ridicule de conserver 28 municipalités distinctes sur un territoire qui devrait en regrouper, tout au plus, une dizaine. La situation actuelle est un défi au bon sens et à la logique. À côté de villes importantes comme Montréal, Verdun, Saint-Laurent, Saint-Léonard ou Montréal-Nord, on trouve de minuscules municipalités comme Montréal-Est, avec moins de 4000 habitants, ou encore Sainte-Genève avec à peine 2000 citoyens.»

Au projet de loi créant la CUM, en 1969, M. Lussier avait annexé un plan

de redécoupage territorial qui prévoyait la création de sept villes, au moyen de fusions volontaires. Ce plan s'appuyait sur les limites géographiques du territoire, les communautés d'intérêt et la densité démographique. Montréal aurait perdu certaines parties de son territoire, par exemple Rivière-des-Prairies et Pointe-Saint-Charles. En contrepartie, elle aurait récupéré d'autres territoires qui constituent des enclaves, par exemple une partie d'Outremont.

«Mon idée était de créer, à côté de Montréal, une demi-douzaine de villes possédant chacune une population d'environ 100 000 citoyens. Je voulais procéder comme l'ont fait les gens de Toronto lorsqu'ils ont créé leur communauté urbaine. Ils ont tout d'abord réduit le nombre des municipalités. Ensuite, ils ont adopté un plan directeur d'urbanisme. À Montréal, à cause de l'antagonisme entre les villes de banlieue et l'administration Drapeau-Saulnier, il a été impossible de réaliser ce projet de redécoupage municipal.»

La CUM ou une ville géante

Vingt ans après la création de la

CUM, l'ancien ministre des Affaires municipales, Robert Lussier, demeure convaincu que si le gouvernement de l'époque n'avait pas doté l'île de Montréal d'un gouvernement régional, la campagne annexionniste entreprise par l'administration Drapeau-Saulnier aurait englouti plusieurs municipalités.

«C'était la CUM ou bien la réalisation du concept d'une ville unique sur le territoire de l'île de Montréal. Le statu quo était impossible. L'administration de Montréal guettait les villes les plus faibles ou aux prises avec des difficultés financières, ou ébranlées par des scandales, pour les englober comme un véritable vacuum.»

Au moment de la présentation du projet de loi créant la CUM, l'administration Drapeau-Saulnier avait ouvert des dossiers prévoyant l'annexion, à brève échéance, de certaines villes jugées vulnérables, notamment Montréal-Est, Verdun et Pointe-aux-Trembles. Cette dernière a quand même été annexée, malgré la création de la CUM. Dans le sud-ouest, n'eut été la bataille farouche menée par le maire Raymond

Savard, Verdun aurait subi le même sort. Désireuse d'éliminer les enclaves qui paralysaient son hégémonie territoriale dans l'est, Montréal convoitait également Anjou dont les récents scandales avaient ébranlé les assises.

«Il est évident qu'en créant la CUM, nous avons sérieusement compromis le grand rêve d'une île, une ville entretenue depuis des années par l'administration de Montréal. Ce rêve était justifié, dans une certaine mesure, parce que Montréal n'arrivait plus à financer certains services qui débordaient les cadres de la ville, par exemple de la police. La CUM a instauré une équité fiscale qui a mis fin aux campagnes annexionnistes de Montréal.»

Toutes les municipalités qui ont été incorporées dans la Communauté urbaine de Montréal sont situées sur le territoire de l'île de Montréal, sauf l'Île Bizard. Cet anachronisme est si évident qu'il figure sur le logo de la CUM, constitué de plusieurs petits triangles agglutinés, sauf un seul qui est en retrait des autres. C'est l'Île Bizard.

Et pourquoi pas Repentigny ou l'île Perrot? C'est une question que l'ancien maire de l'Île Bizard, Bernard Patry, a souvent posée au législateur dans ses batailles destinées à exclure sa municipalité du club des 28.

Vingt ans après la création de la CUM, son fondateur, Robert Lussier, a répondu à la question formulée par La Presse. «C'est Lucien Saulnier qui nous a imposé d'inclure l'Île Bizard dans la CUM. Il en avait fait, à l'époque, une condition sine qua non de son adhésion au projet de loi. Ce fut une négociation difficile. Au ministère des Affaires municipales, nous étions contre cette inclusion. Ayant été maire de Repentigny, je ne savais quoi répondre à ceux qui me demandaient pourquoi ma propre ville n'avait pas été incorporée dans la CUM. J'ai même songé, pour apaiser les esprits, d'inclure Repentigny dans la CUM! En réalité, nous n'avions aucun motif vraiment sérieux de rattacher l'Île Bizard à une structure régionale qui devait, selon l'esprit de la loi, ne regrouper que les municipalités de l'île de Montréal.»

Plus



Jacques Parizeau



Robert Bourassa

Le combat des... chiffres



DENIS LESSARD

du bureau de La Presse
QUÉBEC

À vos calculatrices!
Plus que le guide Beauchêne — le mode d'emploi du système parlementaire — ou le règlement de l'Assemblée nationale, la calculatrice deviendra d'ici peu indispensable pour suivre les débats parlementaires à Québec.

Pour une mise en jeu fort attendue, en début de semaine, députés ministériels et d'opposition sont rentrés au bercail pour l'inévitable joute quotidienne au Salon de la race.

Hommes politiques aussi expérimentés l'un que l'autre, mais aux styles diamétralement opposés, Robert Bourassa et Jacques Parizeau ont finalement croisé le fer. Marqué au coin de l'humour, ces premières algarades sont restées sans vainqueur. Le premier ministre s'est toutefois rendu compte qu'il aura devant lui un communicateur bien supérieur aux Guy Chevrette et Pierre Marc Johnson, qu'il avait affrontés lors du mandat précédent.

Un fossé existe entre la perception des chefs des deux principaux partis. Robert Bourassa n'a jamais fait mystère qu'il juge stérile cet exercice quotidien du parlementarisme qu'est la période des questions. En revanche, Jacques Parizeau ne paraît jamais plus à l'aise qu'à son siège au parlement, «l'un des plus vieux au monde», a-t-il rappelé. Le

pouce dans la pochette de sa veste, l'ex-argentier du Québec répète les gestes magistraux, les effets de voix dramatiques auxquels il nous avait habitués les soirs de budget.

«J'en suis à mon sixième chef de l'opposition», lançait, narquois, M. Bourassa. «Pour moi, c'est le cinquième premier ministre», de répliquer, à la première occasion, M. Parizeau.

Jusqu'ici un boulier pouvait suffire, mais très rapidement les deux hommes, férus d'économie, ont fait valser les milliards. «De ce côté-ci, on ne joue pas avec les chiffres», a lancé M. Bourassa, faisant s'esclaffer jusqu'à ses collègues libéraux.

Des hausses d'impôts de l'ère péquiste — «1,5 milliard \$ en une seule année», accuse M. Bourassa — jusqu'au déficit actuariel de la caisse de la Régie des rentes — 130 milliards \$, le véritable «héritage empoisonné» aux générations futures, réplique M. Parizeau —, la guerre des chiffres est commencée.

Des grenades

Un chiffre est-il lancé, l'autre camp s'emploie à désamorcer cette grenade. Le ministre André Bourbeau jurera, par exemple, que la Régie des rentes ne sera pas dans le rouge, tandis que M. Parizeau ironise en disant qu'en utilisant les mêmes règles de calcul que le gouvernement, il aurait réduit le déficit de 40 p. cent en plein cœur de la recession. «Ce que je n'ai jamais fait», jure-t-il, un tremolo dans la voix.

Avec les mêmes munitions, le duel s'est vite transporté au plan des images, un domaine où M. Parizeau est, depuis longtemps, passé maître. Puisqu'il a fait entrer les recettes d'Hydro Québec dans ses revenus, le gouvernement Bourassa en est réduit à appliquer une «théorie hydrométrique» des finances publiques, a lancé le chef péquiste; les

hausses d'impôts dépendent des niveaux des précipitations et des réservoirs d'Hydro Québec.

En retour, M. Bourassa a su concentrer ses flèches vers le point faible de son adversaire, son allure aristocratique. «Diantre!» a lancé, roublard, le premier ministre à son adversaire qui venait de l'abreuver de grandiloquents «parbleu!», «diable!» et «grand dieu!»

Le lendemain, nouveau jab servi par M. Bourassa au chef péquiste qui venait de le prendre en défaut sur la mécanique constitutionnelle: le chef de l'opposition devrait «se départir quelques instants de son complexe d'infirmité».

Qu'aura obtenu la population de cette première semaine de session? Bien peu de certitudes. Le premier ministre a continué à faire le Sphinx sur les intentions du gouvernement quant à d'éventuelles hausses de taxes.

Les augmentations d'impôts qui compromettraient l'actuelle compétitivité de la fiscalité québécoise (avec l'Ontario notamment) semblent exclues, pour le moment. En revanche, des hausses de taxes et d'une foule de tarifs imposés par Québec pour ses services paraissent probables, selon des fonctionnaires consultés par La Presse.

Scenario du pire

Quant à M. Bourassa, il s'amuse à donner prise à toutes sortes d'interprétations. Par journalistes interposés, il prépare les contribuables au pire. Et si, d'aventure, les taxes ne bougeaient pas au printemps, il soutiendra que sa gestion serrée des finances publiques a fait des miracles.

Des sa première intervention en Chambre, le premier ministre a prêché l'austérité et la fin de «l'empilage» de programmes. Au dernier forum des sous-ministres, un exercice mensuel, le minis-

tere des Finances prévenait que les recettes pourraient être inférieures de 1,4 milliard \$ à ce qui était prévu pour l'exercice 1990-1991.

Recession oblige, les revenus automones — les ententes fiscales — piqueront du nez. Ils ont déjà commencé à le faire de façon marquée, au second trimestre de 1989. Mais c'est surtout au chapitre des dividendes des sociétés d'Etat, Hydro Québec en tête, que la réduction sera «dramatique», indique-t-on. Québec comptait obtenir 640 millions \$ d'Hydro cette année. Dès septembre, il était clair qu'il visait au moins 100 millions \$ trop haut.

Et ce n'est pas fini: pour l'an prochain, on parle déjà de diminution de recettes touchant 300 millions \$ pour Hydro. Pour certains spécialistes du gouvernement, toutefois, ces baisses ne sont pas dramatiques puisqu'il s'agit en grande part de revenus de consolidation et non de dividendes. Les premiers sont automatiquement réinjectés dans la société d'Etat; les seconds sont de l'argent liquide qui peut financer des programmes gouvernementaux.

Mais ces programmes nouveaux ne foisonneront pas, si on se fie au Discours inaugural. Pour l'essentiel, l'allocation du lieutenant-gouverneur a fourni l'occasion au gouvernement de réitérer ses engagements de campagne électorale.

Davantage de ressources financières pour le ministère de l'Environnement; réforme de la Loi sur les normes du travail, pour les faire converger vers les objectifs de la politique familiale; feu vert pour certains projets expérimentaux pour les sages-femmes. Tous ces gestes étaient déjà au menu du gouvernement le printemps dernier.

Un peu comme au théâtre, la pièce était écrite à l'avance. La qualité de jeu des acteurs devient, dans ces circonstances, le centre d'intérêt.

À Laval, Gilles Vaillancourt veut administrer en collégialité



JEAN-PAUL CHARBONNEAU

En élisant Gilles Vaillancourt le 5 novembre, les Lavallois se sont donné un maire qui veut rapprocher l'administration de la population en décentralisant les services municipaux. Qui entend, en d'autres mots, administrer en collégialité.

Fils aîné d'un ancien policier du Canadien Pacifique, M. Vaillancourt, âgé de 48 ans, a grandi dans les rues de Laval-des-Rapides, où il a œuvré bénévolement durant des années dans la communauté de son quartier. Il affirme avoir toujours voulu servir son prochain.

C'est pour cette raison qu'il s'apprete à créer des postes d'associés aux membres du comité exécutif de Laval. Ces édiles exerceront une vigilante présence au sein de la communauté, soutient-il.

L'année 1990 devrait aussi apporter à Laval un sommet sur la famille, ainsi que l'ouverture de «comptoirs de police». L'implantation d'un hôpital général et d'un centre de la nature tiennent aussi à cœur au nouveau maire. Pour célébrer le 25^e anniversaire de Laval, M. Vaillancourt ne veut pas de parade ou autres manifestations du genre. Il aspire plutôt à un événement commémoratif durable pour la population.

La cible

Le maire compte parmi les plus critiqués des politiciens qui ont siégé à l'hôtel de ville depuis la création de Laval. On le connaît comme un combattant opiniâtre.

Il n'avait que 17 ans quand il fit sa première expérience politique: la représentation d'un candidat dans un bureau de scrutin lors d'une élection... dont il a oublié la nature!

Sa famille a toujours été très unie. A la fin des années 50, dans l'espoir de remédier à la précarité matérielle d'une progéniture grandissante, son père Marcel quitta son emploi de policier pour investir dans un commerce de la modeste fonds de pension accumulé en 17 ans de service. Marcel et Denise Vaillancourt ont eu 10 enfants, six garçons et quatre filles, tous encore vivants.

C'est ainsi que le magasin de meubles M.D. Vaillancourt vit le jour, dans le salon double de la maison familiale, rue Pacifique.

Travaillant avec ses frères et sœurs au magasin, Gilles Vaillancourt faisait aussi du bénévolat dans ses moments de loisirs. En 1965, il organisa notamment pour les jeunes de Laval-des-Rapides la première course de «boîtes à savon» au Québec.

Sa famille a tant fait sa marque dans le quartier Laval-des-Rapides qu'une école secondaire y porte aujourd'hui son nom.

Un an à l'hôpital

À 23 ans, M. Vaillancourt fut victime d'un accident d'automobile dont il réchappa de justesse et qui lui valut un an de séjour à l'hôpital. Il en garde à la jambe droite des séquelles qui, entre autres inconvénients, l'obligent à ne monter dans une automobile que par un seul côté du véhicule.

Ne pouvant plus jouer au hockey ou pratiquer d'autres sports, Gilles Vaillancourt s'est occupé à fonder des associations bénévoles pour aider les jeunes dans les sports.

A la fin de 1971, Lucien Paiement, rival du maire d'alors, Jac-

ques Tétreault, invite M. Vaillancourt à travailler dans son organisation. «D'abord, évoque le nouveau maire, il n'était pas question que je brigue un poste de conseiller. Mais je suis finalement devenu candidat et, après la victoire, Lucien Paiement m'a invité à faire partie du comité exécutif.»

M. Vaillancourt, alors âgé de 32 ans, demeurera au comité exécutif jusqu'en 1981, année de la défaite de l'équipe Paiement. Après avoir cédé le pouvoir à Claude Lefebvre, Ronald Bussey et Achille Corbo à la tête du Parti du ralliement officiel des Lavallois (PRO), Gilles Vaillancourt dit à ses collègues fort déçus par la défaite: «Refuser un changement, c'est accepter d'être en retard.» Avec une dizaine d'autres, il a survécu à la vague du PRO.

Conseiller de l'opposition en 1982, il lance un mouvement pour tenter de forcer le gouvernement du Québec à abolir le péage sur les autoroutes de la province. Il le propose au conseil municipal et, un peu par ironie à l'endroit de M. Vaillancourt, l'administration Lefebvre accepte la requête et désigne des conseillers de l'opposition pour former un comité d'assistance.

Appuyé par le président de la Chambre de commerce de Laval, Jean-Paul Théorêt, M. Vaillancourt part en croisade contre le gouvernement. Des maires des Laurentides et d'ailleurs se rallient à sa cause. Et le péage disparaît.

En 1984, une crise majeure ébranle le PRO. Le maire Lefebvre résiste à un putsch. Ronald Bussey et Achille Corbo sont expulsés du comité exécutif. M. Le-

febvre prie Gilles Vaillancourt et Raymond Fortin, lui aussi de l'opposition, d'entrer au comité exécutif de la ville. Il accepte, son collègue refuse.

M. Vaillancourt essuie promptement les pires injures. «Je n'ai pas changé de camp, je suis toujours du bord des citoyens!» répond-t-il à ses dénigriers. Il siégera des mois au comité exécutif... sans rallier le PRO.

En 1985, il fait campagne avec le PRO et obtient dans son quartier de Laval-des-Rapides la plus forte majorité jamais accordée à un élu municipal de Laval.

Il a eu mal

Bras droit du maire Lefebvre, il



Gilles Vaillancourt

a mis sur pied la Corporation de développement économique de Laval (CODEL).

Environ un an avant la consultation municipale, Claude Lefebvre entreprit de se trouver un successeur pour la campagne électorale de 1989. Il approcha six ou sept personnes de l'extérieur, mais ignora M. Vaillancourt. «Voir tout ça me faisait bien mal. J'observais sans rien dire», se souvient-il.

Finale, M. Lefebvre lui a demandé s'il voulait lui succéder. L'arrivée de Gilles Vaillancourt à la tête du PRO a été accueillie assez froidement par plusieurs membres du parti. Puis les choses se sont tassées.

Il a recruté comme principal consultant en communications Michel Fréchette, qui avait apporté son concours à l'administration de Lucien Paiement en 1973, 1977 et 1981. Il avait participé discrètement à la campagne du PRO en 1985.

Considéré comme un homme froid, M. Vaillancourt a modifié radicalement son comportement, apprenant notamment à écouter et à afficher plus de sérénité. En vrai politicien, il a aussi appris à sourire devant les questions des journalistes.

«Dans la course électorale, le PRO a suivi son plan de campagne à la lettre, comme une équipe sportive suit son plan de match jusqu'à la victoire», précise-t-il.

Après le triomphe du PRO, qui a fait élire 22 des 24 conseillers, Michel Fréchette a fait l'éloge de l'effort de son chef: «Nous avons gagné parce que nos adversaires se sont battus contre l'ancien Gilles Vaillancourt!»

Quant à ses projets, le cinquième maire de l'histoire de Laval commente: «Je viens d'être élu, laissez-moi le temps de commenter mon mandat!»

En chute libre, les cours du café menacent la lutte contre la cocaïne

SYLVIANE BOURGETEAU
Collaboration spéciale
BOGOTA

Le café, la coca. Deux produits de la nature. L'un est un grain, l'autre une feuille. Tous deux peuvent être utilisés comme infusion et stimulant. Mais le premier est légal et son prix en chute libre, alors que le second est prohibé et ses bénéfices se chiffrent en milliards de dollars.

Depuis la rupture du pacte cafetier international, le 3 juillet, le prix du café est en chute libre à la bourse de Londres, tandis que celui de la coca ne cesse de grimper. Un rapport? A première vue, aucun, quoique dans les pays producteurs de ces deux marchandises, la baisse de la rentabilité du café pousse à cultiver la coca. Une question de survie ou un phénomène de vases communicants.

Mais le risque de substitution du café par la coca n'est pas la seule conséquence de l'effondrement du marché du café: pertes de millions de dollars pour les faibles économies des pays producteurs, baisse de leur taux de croissance et de leur produit intérieur brut (PIB), endettement accru, déstabilisation économique et danger de troubles sociaux. Une catastrophe dont seules profitent les multinationales torrefactrices et de commercialisation, car la livre de café n'est pas moins chère qu'avant dans votre supermarché.

Depuis plus de 30 ans, le prix international du café était débattu et décidé à Londres au sein de l'Organisation internationale du café (OIC), qui regroupait plus de la moitié des pays producteurs et consommateurs. Des quotas d'exportation étaient déterminés pour chaque pays sur la base du type de café cultivé: arabica ou robusta.

Mais au début de l'année, lors de la réunion annuelle de l'OIC, les Etats-Unis proposèrent une augmentation des quotas d'exportation en faveur des pays centra-américains producteurs d'arabica, dont le marché américain est de plus en plus friand. La CEE, le Brésil et la Colombie s'opposent à ces projets, réclamant un délai d'un an. Les E.-U se fâchent, décident de rompre le pacte cafetier pour provoquer la chute des prix. Pour parvenir à leurs fins et obtenir la majorité, ils auraient promis aux pays centra-américains des accords commerciaux bi-latéraux compensatoires.

La raison de cette modification et de la rupture du pacte à l'initiative des E.-U va au-delà de la demande grandissante des Américains en arabica. Elle tend aussi à sanctionner économiquement le Brésil, le plus grand producteur mondial en volume, qui pratique depuis des années une politique protectionniste envers les importations américaines, principalement — et c'est le point douloureux des E.-U — dans l'électronique, dont le Brésil est devenu fabricant. Ce que les E.-U n'avaient pas prévu est la chute vertigineuse du prix international du café.

Le café, qui cotait 1,60 \$ US la livre en janvier, est tombé de plus de moitié à 0,75 le mois dernier. Un tollé s'est élevé dans tous les pays producteurs — dont les pertes pour 1989 sont estimées à 4 milliards \$ — surtout en Colombie, premier producteur d'arabica, qui succombe déjà sous le fardeau de sa guerre contre le trafic de stupéfiants et les répercussions de cette lutte sur le commerce et le tourisme.

Les devises dues au café représentent 30 p. cent du PIB de ce pays et les prévisions de croissance pour 89 sont passées de 4,7 à 3,7 p. cent, chiffre considéré comme optimiste par l'Organisation économique de l'ONU pour l'Amérique latine (CEPAL).

La Colombie aux abois

En Colombie, 700 000 personnes travaillent sur le million d'hectares cultivés en café. Depuis le début de la crise, le Fonds national pour le café perd 25 millions de \$ US par mois à soutenir le prix interne de la livre achetée au petit agriculteur. La raison en est simple. Le prix de la livre de café et de son transport représente 1,05 \$ US alors qu'on le paie au plus 0,75 \$ US à New York.

Le Fonds comble la différence en puisant dans ses réserves, créant ainsi un déficit qui menace de mort cet organisme national. Le mea culpa des E.-U est de la poudre aux yeux.

Au mois de septembre, quelques semaines après l'avènement de la Colombie comme fer de lance de la lutte aux trafiquants de drogue, et alors que la communauté internationale lui offre son total soutien, les E.-U profitent du contexte pour en faire l'action de grâce: «Il faut remercier les pays qui, comme la Colombie, se sacrifient pour combattre les trafiquants. A cet effet, et pour les y aider, nous rétablissons le pacte cafetier».

«Merci, oncle Sam! titrent ironiquement les journaux colombiens au lendemain de cette déclaration. Le pacte est effectivement rétabli, mais pas les quotas d'exportation. Le résultat est nul, le marché demeure libre et les prix continuent de chuter, mais aux yeux du public, les Etats-Unis

apparaissent comme des sauveurs.

Des négociations reprennent toutefois à Londres entre producteurs et consommateurs. Objectif: rétablir au plus vite les quotas d'exportation qui seuls rendront une stabilité au prix du grain.

L'ambiance est au pessimisme, et non sans raison. Les pays producteurs assument une perte de 4 milliards de \$ malgré leurs efforts de réduire leur déficit en augmentant le volume de leurs exportations. La Colombie exporte 30 p. cent de plus que les années précédentes, mais en vain. Le Brésil, par contre, qui devrait être le plus lésé, s'en tire assez bien car

le café n'y représente que 8 p. cent du PIB.

Les prévisions sont plus alarmantes encore: 13 millions de sacs de café excédentaires — la dernière récolte — vont arriver prochainement sur le marché et causer une chute de 60 p. cent des prix actuels! Une perspective catastrophique qui a poussé récemment le président de la Fédération colombienne à déclarer que le système des quotas doit être rétabli de bonne ou de mauvaise grâce. Menace ou cri de désespoir?

Les E.-U maintiennent leur position antérieure: augmentation des quotas d'exportation pour les pays producteurs d'arabica, ce

qui diminuerait celui du Brésil producteur de robusta; imposition d'un quota mondial afin d'éliminer le double marché des producteurs non membres de l'OIC, qui vendent leur café à demi prix. Une seule variante: les E.-U n'exigent plus un accord immédiat. La CEE pour sa part soutient la position de la Colombie — pourtant bénéficiaire comme producteur d'arabica — pour ménager les quotas brésiliens.

La Colombie sait qu'un pacte cafetier sans le Brésil est inconcevable et elle se refuse à rompre la tradition de solidarité économique et politique qui existent entre les deux pays. Le Canada, enfin, préconise un rétablissement des

quotas qui soit favorable à tous. Une attitude analogue à celle de la CEE.

Mais, attendu que le marché international du café mettra quelque cinq ans à se stabiliser après l'éventuel rétablissement des quotas, de quoi le proche avenir sera-t-il fait? Nombreux ceux qui se posent la question.

Ce sont trois des innombrables répercussions possibles de la rupture du pacte cafetier. Voilà quelques semaines, 20 000 familles boliviennes, bénéficiaires d'un plan de l'ONU pour substituer la culture du café à celle de la coca, ont lancé cette menace à la communauté internationale: «Si le marché mondial du café n'est pas

rapidement rétabli, nous cultiverons de nouveau la coca pour survivre».

Ce message concis et sans équivoque concerne malheureusement des milliers de petits agriculteurs des pays andins où se cultive ou se raffine la coca. En pareille éventualité, les 8 milliards de dollars du plan anti-droge du président Bush seront inutiles.

Puis, dans ces mêmes pays, les mouvements de guérilla — endémiques — profiteront de la nouvelle situation de tensions sociales et de nouvelle pauvreté pour canaliser et politiser les petits agriculteurs au chômage.



C'EST NOËL À LA BAIE

NE MANQUEZ PAS LA JOURNÉE DES PRIX NOUS!

NOTRE LIQUIDATION MENSUELLE EST DE RETOUR

JUSQU'À 50% DE RABAIS

NOUS OUVRIRONS NOS PORTES À 11 H, LE LUNDI 4 DÉCEMBRE

★ SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER! ★

VOS CARTES SONT MAÎTRESSES!
Nous ne brûlons pas les cartes. À la Baie, vous jouez d'un grand crédit!

AVIS À NOTRE CLIENTÈLE
Veuillez noter que l'offre du gâteau au chocolat à 20% de rabais est erronée. On aurait dû annoncer le gâteau Forêt Noire. Ord. 16,99 Solde 11,99 ch. Vendu aux restaurants libre-service de la Baie.

